

Le vote de Jean Chrétien

« On ne décide pas de l'avenir d'un pays sur un recomptage judiciaire », disait Daniel Johnson. Pourtant, avec des sondages suggérant que l'écart entre le OUI et le NON pourrait être de moins d'un demi-point de pourcentage, chaque vote comptera. Même celui de Jean Chrétien... Le premier ministre



Michel Vastel

LA CAMPAGNE À MONTRÉAL

Référendum



leurs porte-parole sont quelque peu confuses et... pas tout à fait conformes à la vérité.

« Le Bureau du premier ministre a demandé l'avis du Directeur général des élections qui l'a informé que M. et Mme Chrétien pouvaient voter dans leur circonscription », dit leur porte-

Voir CHRÉTIEN en A2 ▶



LE SOLEIL JOCELYN BERNIER

Quelque 5000 partisans enthousiastes ont fait vibrer le Petit Collisée, hier, à Québec, lors du plus important rassemblement du camp du OUI.

« Ce pays est entre vos mains »

Parizeau met ses troupes en garde contre tout triomphalisme

DONALD CHARETTE
Le Soleil

■ QUÉBEC — Au cours du plus important rassemblement depuis le début de la campagne référendaire, le premier ministre Parizeau a demandé aux souverainistes de donner un dernier coup de collier pour aller chercher « ce pays qui n'a jamais été si près, qui est entre vos mains ».

Il a mis ses troupes en garde, comme l'avait fait la veille Lucien Bouchard, contre tout triomphalisme prématuré. « Le grand danger de l'enthousiasme de ces grands rassemblements, c'est qu'on se dit 'tiens ça roule'. On ne peut rien relâcher. Comme lors d'une élection dans un référendum il faut aller chercher vote par vote, vous avez le pays du Québec

entre vos mains », de rappeler le chef du OUI qui clôturait ce happening. Pour bien se faire comprendre, il a donné l'exemple d'organiseurs qui,

Voir PAYS en A2 ▶

AUTRE TEXTE

□ Johnson ébranlé Page A6

Photo de famille des leaders de la planète



ASSOCIATED PRESS

« Quel groupe extraordinaire », a lancé le photographe Paul Skipworth en immortalisant l'instant historique qui a réuni hier au siège de l'ONU, à New York, 185 dirigeants du monde entier, dont des ennemis jurés. Bill Clinton (États-Unis) et Fidel Castro (Cuba), Yitzhak Rabin (Israël) et Ali Akbar Velayati (Iran), Cheikh Jaber al-Ahmed al-Sabah (Koweït) et Taha Moïheddine Maarouf (Irak), Benazir Bhutto (Pakistan) et Narasimha Rao (Inde): qui aurait pu imaginer ces leaders capables de se retrouver dans la même salle pendant près d'une demi-heure et d'attendre patiemment, dans une atmosphère bon enfant, que M. Skipworth et son équipe prennent la photographie officielle du 50e anniversaire des Nations unies? « Bougez un peu sur la gauche... Non, non, un peu plus à droite »: M. Skipworth, avec son accent texan, a traité les plus hauts dirigeants de la planète un peu comme des enfants réunis pour la photo de classe annuelle. Les chefs d'État et de gouvernement, les vice-présidents et les ministres se sont prêtés au jeu, avec parfois des éclats de rire qui ont fait oublier que des conflits se poursuivaient sur la planète. Jusqu'à la dernière minute, cette photo officielle a constitué un casse-tête pour les services du protocole de l'ONU. La position que devaient occuper les personnalités avait été déterminée à l'avance, selon l'ordre alphabétique en anglais des pays siégeant à l'Assemblée générale des Nations unies. Cependant, « certains ajustements » ont eu lieu au dernier moment, pour éviter qu'un dirigeant de grande taille cache éventuellement les autres. Et le premier ministre Jean Chrétien? Vous le retrouverez à la deuxième rangée du haut, premier à gauche. Détails en page A 13.

EXCLUSIF LA SOLIDARITÉ ET L'INDUSTRIELLE-ALLIANCE

La fusion n'est pas assurée

Une opposition grandissante appuie le vice-président exécutif de La Solidarité, suspendu une semaine avant l'annonce

BENOÎT ROUTHIER ET HÉLÈNE BARIL
Le Soleil

■ QUÉBEC — La fusion des compagnies d'assurances La Solidarité et l'Industrielle-Alliance, qui doit être officialisée le 13 novembre, est menacée par l'opposition grandissante de mutualistes qui soutiennent le vice-président exécutif de La Solidarité, M. Robert Dupont.

M. Dupont a été suspendu de ses fonctions le 19 septembre, soit une semaine avant l'annonce de l'accord conclu entre La Solidarité et l'Industrielle-Alliance. La serrure de la porte de son bureau a été changée et sa carte de stationnement neutralisée. Au cours d'une longue entrevue au SOLEIL, M. Dupont a raconté que le conseil d'administration avait approu-

vé le projet de fusion soumis par le président de La Solidarité, M. Andréa Latulippe, à la toute fin d'une réunion, et après qu'il eut quitté, le 14 septembre. Le projet de fusion n'était même pas à l'ordre du jour de cette réunion. Depuis, ça joue dur au siège social de La Solidarité. Un autre employé, M. Michel Lavoie, directeur d'agences, a été suspendu pour avoir manifesté son opposition à la fusion et commencé à ramasser des procurations d'au-

Voir FUSION en A2 ▶

LE MONDE

Attentat meurtrier

Pendant que le tête-à-tête entre les présidents Chirac et Zéroual était annulé à New York, un attentat à la voiture piégée faisait 8 morts et 82 blessés en Algérie.

PAGE A 13

QUESTIONS D'ARGENT

Une auto bien chaussée

Pour l'hiver, votre véhicule a besoin de pneus capables de stabilité sur toutes les surfaces.

PAGE C 1

LA MÉTÉO



Maximum 15, Minimum 4

Ensoleillé. Demain, partiellement ensoleillé, averses en soirée. Détails page S16

PAQUET
Inspection en 21 points
21⁹⁵ \$
3580, boul. de la Rive-Sud
LÉVIS 838-3838

QUÉBEC, 99^e ANNÉE, NO 292
ILES-DE-LA-MADELEINE,
MONTRÉAL, OTTAWA 70¢ PLUS T.P.S. T.V.Q.
60¢ PLUS T.P.S. T.V.Q.

FUSION

Liste des assurés

Suite de la Une

tres opposants. Par contre, des employés temporaires ont été embauchés pour tenter de récolter à temps le plus de procurations possible en faveur de la fusion. Et ils utilisent les locaux de La Solidarité et de L'Unique, précise M. Lavoie.

Ce sont les assurés, les vrais propriétaires de la mutuelle, qui auront à approuver le projet de fusion le 13 novembre. Mais des lettres sollicitant les procurations des assurés ont été postées des bureaux de L'Industrielle-Alliance, ce qui veut dire que cette compagnie a déjà en sa possession la liste de ses éventuels assurés, comme si la fusion était chose faite. M. Dupont a fait parvenir une plainte à la Commission d'accès à l'information du Québec à ce sujet.

La direction de La Solidarité doit recueillir l'appui des deux tiers des assurés pour que la fusion s'accomplisse.

Joint vendredi, le président de la compagnie, M. Andréa Latulippe, a dit ignorer le mouvement d'opposition à la fusion. « C'est la première fois que j'en entends parler », a-t-il dit, avant d'ajouter que « dans n'importe quoi, il y en a toujours qui sont contre ».

De son côté, le président de L'Industrielle-Alliance, M. Raymond Garneau, s'est refusé à tout commentaire et nous a renvoyés au bureau de M. Latulippe.

Selon le vice-président suspendu, la possibilité d'une fusion avait été écartée par le plan quinquennal 1994-1998 approuvé par le conseil d'administration. Encore en mai, lors d'une réunion fête tenue au mont Sainte-Anne, M. Latulippe rappelait à ses employés les avantages d'avoir une compagnie de petite taille.

M. Robert Dupont ne comprend pas l'urgence de fusionner La Solidarité et ses filiales L'Unique et Unicour, qui sont rentables. La Solidarité a réalisé un profit de 1 million \$ l'an dernier et s'achemine vers un profit record pour l'année en cours.

Selon lui, La Solidarité a déjà refusé une offre de 16 millions \$ pour sa filiale L'Unique. « Et là, on la donne », déplore-t-il.

Le président de La Solidarité a invoqué la mondialisation des marchés pour justifier la fusion avec L'Industrielle-Alliance. « C'est un prétexte », objecte son vice-président exécutif, qui soutient que les petites compagnies rentables comme La Solidarité ont autant d'avenir que les grandes entreprises.

Outre le fait que le projet de fusion s'est conclu en cachette et à la sauvette, M. Dupont s'inquiète des emplois qui disparaîtront dans la fusion. Depuis l'existence d'une opposition, M. Garneau a garanti les emplois jusqu'au 31 décembre 1996. Mais sans fusion, ces emplois n'ont aucune limite dans le temps, répond M. Dupont. La Solidarité emploie 85 personnes et sa filiale L'Unique, 80.

Le vice-président suspendu se demande quels sont les vrais motifs de cette fusion qui s'est décidée en 10 minutes. La première fois que le conseil d'administration a été sensibilisé au projet se situe au 7 septembre 1995, disent MM. Dupont et Lavoie. Et on n'a pas jugé bon d'inviter le vice-président exécutif et chef des opérations qui pourtant assistait à toutes les assemblées régulières du conseil d'administration.

Les deux opposants à la fusion se demandent à qui celle-ci va-t-elle profiter et pourquoi le président de La Solidarité se débat-il tant pour qu'elle se réalise ?

De nombreux courtiers d'assurance ont écrit soit à M. Garneau, soit à M. Latulippe, pour déplorer cette fusion soudaine, injustifiée selon plusieurs, ainsi que la suspension de M. Dupont dont ils vantent tous la compétence et l'intégrité.

LES RETOURNES

PAYS

Les NON de Chrétien

Suite de la Une

rejoints cette semaine, se contentaient de regarder leurs chefs sur RDI!

Alors que 5000 personnes faisaient vibrer le Petit Colisée comme au beau temps du hockey, M. Parizeau a proposé à tous les Québécois de devenir « le peuple fondateur du Québec » par opposition aux deux peuples fondateurs de nos manuels d'histoire.

« On veut un pays », scandait la foule avec un enthousiasme nourri par les derniers sondages. Et M. Parizeau de répondre : « Et on l'aura ».

M. Parizeau était ravi de la présence de nombreux jeunes dans l'assistance, affirmant que le pays qui va naître dans une semaine sera le leur. Reprenant une image qu'il utilise depuis quelques jours il a indiqué qu'il faut en finir avec « le mon oncle à Ottawa ».

Les trois chefs ont martelé le fait que les événements des derniers jours tuent toute forme de fédéralisme renouvelé.

Plus cinglant dans son discours, le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, a soutenu que l'ultime tentati-

ve du chef libéral Daniel Johnson d'obtenir la reconnaissance du Québec comme société distincte rive le dernier clou de discussions constitutionnelles.

« Le NON de Jean Chrétien d'hier (samedi) sera sans doute la clarification la plus importante du débat référendaire. C'est une lumière crue sur la stérilité du NON. C'est un NON à la notion de peuple, un NON au fédéralisme renouvelé, un NON à ses alliés, un NON non seulement à Jacques Parizeau mais à Daniel Johnson, il veut rompre la fidélité du PLQ au Québec, l'attacher comme un wagon de queue à la locomotive du Parti libéral du Canada », a dit M. Bouchard.

Il a enchaîné en lançant une attaque incendiaire contre le premier ministre canadien. « C'est un NON par lequel Jean Chrétien dit 'je veux les pleins pouvoirs sur le Québec, devenir maître de l'avenir du Québec, je veux que vous me confiez les français et la culture, les emplois du Québec, toutes les politiques sur l'identité du Québec, c'est moi qui déciderai dorénavant pour vous'. Nous serons seuls, dispersés, désarmés, affaiblis, avec Jean

Chrétien à qui nous allons donner raison sur René Lévesque, Jean Lesage. Cet homme qui nous a fait le coup à l'impudence de nous demander de dire OUI à la constitution de 1982 ». Cette envolée a soulevé la foule.

M. Bouchard en a conclu que Jean Chrétien réussit ainsi à rassembler tous les Québécois, souverainistes et fédéralistes.

Le jeune chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a été longuement ovationné, affirmant dans son discours que les événements des derniers jours démontrent « qu'il est clair que tous ceux qui veulent du changement doivent voter OUI ».

M. Dumont a invité les Québécois à juger les promesses de M. Chrétien à la lumière de ses actions antérieures et leur a demandé de se méfier des engagements « écrits au plomb ». « Durant les négociations de Meech, il est allé embrasser Clyde Wells dans un coin du pays et Sharon Carstairs dans l'autre... vous auriez plus de chance de nous convaincre que Popeye n'aime pas les épinards que M. Chrétien veut la société distincte ».

Le maire de Québec, Jean-Paul Allier, a rappelé qu'il y a 15 ans, le Petit Colisée avait accueilli autant de monde au lendemain du discours du premier ministre Pierre Elliott Trudeau qui avait promis des changements constitutionnels, mettant son siège et celui de ses députés en jeu.

CHRÉTIEN

Son domicile à Ottawa

Suite de la Une

parole. « Je n'ai pas donné d'avis, de préciser Pierre F. Côté. Tout ce qu'un employé de mon bureau a pu faire, c'est d'énumérer les exigences de la loi. » Alors, quelles sont-elles ?

Le Québec étant une « société distincte », il a introduit dans sa loi électorale une notion difficile d'interprétation, celle du « domicile », différente de la « résidence ». Il serait difficile au premier ministre du Canada de nier que sa « résidence officielle » ne soit pas le 24 Sussex à Ottawa. Si Lucien Bouchard avait accepté d'occuper « Stornoway », la résidence officielle du chef de l'Opposition aux Communes, il se serait retrouvé dans la même situation.

Il n'y a que trois catégories de personnes qui peuvent se prévaloir du droit de voter à leur domicile plutôt qu'à leur lieu de résidence: les étudiants, les personnes hospitalisées, et les travailleurs. Les membres du Parlement sont, indéniablement, des travailleurs « temporaires ».

La notion de domicile, précise la Loi électorale, repose sur un élément intentionnel: c'est l'endroit qu'une personne considère comme sa principale

demeure, qu'elle donne en référence pour l'exercice de ses droits civils, ou qu'elle indique publiquement être son domicile.

Le chemin du Lac des Piles, où les Chrétien possèdent deux résidences, est l'endroit où ils « exercent leurs droits civils » de façon très sporadique. Ils n'ont pas voté à la dernière élection provinciale qui a vu la défaite du libéral Jean-Marie St-Pierre devant le péquiste Jean-Pierre Jolivet. Ils ont voté en Ontario lors du référendum d'octobre 1992 sur l'Accord de Charlottetown. En fait, les Chrétien n'exercent leurs droits civiques à Grand-Mère que lors des élections fédérales, et ils se font envoyer leurs comptes de taxes municipales et scolaires à leur « résidence » d'Ottawa.

Alors, le chalet des Chrétien au Lac des Piles est-il leur « principale demeure »? La question ne se posait pas pour Pierre Trudeau qui n'a jamais résidé à Ottawa. Avant d'entrer en politique, il logeait à l'hôtel et s'empresait de sauter sur sa moto pour le vendredi soir pour passer le week-end chez sa mère, avenue McCulloch à Outremont. Au moment du référendum de mai 1980, il avait tellement peu l'intention de faire d'Ottawa son lieu de résidence qu'il s'était déjà acheté une maison à Montréal. La même re-

marque vaut pour Brian Mulroney qui n'a jamais habité ailleurs que dans les résidences officielles que sa fonction lui imposait. Il a pu voter au Québec en 1992 parce que le premier ministre du Canada a une résidence d'été, au lac Harrington.

Dans le cas de Jean Chrétien, on a une indication de ce qu'il considère être sa « demeure principale ». Entre 1986 et 1990, alors qu'il était un simple citoyen et travaillait pour une étude légale de Toronto et une maison de placements de Montréal, il habitait rue Bower à Ottawa. En fait, depuis près de 30 ans, les Chrétien n'ont jamais résidé ailleurs qu'en Ontario. Voilà pourquoi, le 30 octobre, le Comité du OUI de Laviolette a l'intention de demander à son scrutateur d'assermenter les Chrétien.

Pourquoi s'interroger sur le droit de vote de Jean Chrétien, dira-t-on? D'abord, parce qu'un premier ministre doit être un modèle de vertu civique. Or, si les sondages se confirment et que le scrutin est serré, le chef du gouvernement devrait se tenir loin des manoeuvres douteuses utilisées pour faire voter les immigrants fraîchement naturalisés ou les Québécois résidant à l'extérieur du Québec.

Et il y a plus sérieux encore: le premier ministre du Canada, qui devra « gérer » le résultat du référendum, n'aurait-il pas intérêt à s'abstenir de voter, affirmant ainsi sa « neutralité »? S'il vote en effet et qu'il perde, comment son gouvernement pourra-t-il plaider, devant la Cour suprême, l'illégalité de la démarche référendaire ?

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A	
La Capitale	3 à 5
Le Québec et le Canada	6 à 12
Le Monde	13 et 16
Opinions	14 et 15

CAHIER B	
Télé Magazine	1 et 2
Arts et spectacles	3 à 6
Votre agenda	5
Ce soir à la télé	7
Jeux et B.D.	6 et 7

CAHIER C	
Questions d'argent	1 à 3, 8
Automobile	3
Annonces classées	4 à 7
Décès	7 et 8

TABLOID SPORTS	
Claude Larochelle	5
Statistiques	10 à 13

SERVICES	
Abonnements	686-3344
Publicité générale	686-3270
Annonces classées	686-3311
Rédaction	686-3394
Carrières et Professions	686-3270
Promotion	686-3342
Publicité Détaillants	686-3435
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe UniMédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, Chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hugues-Randoin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.

NUMÉROS CHANCEUX

LA QUOTIDIENNE

tirage du 22-10-95
3-3-0
0-7-2-9

BANCO

tirage du 22-10-95
4-5-11-13-14-15-17-22-24-28-31-37-
39-46-53-55-56-58-60-67

SÉLECT 42

tirage du 21-10-95
4-8-12-18-33-36
(complémentaire) 6
mise-tôt
20-34-35-41

EXTRA

158642

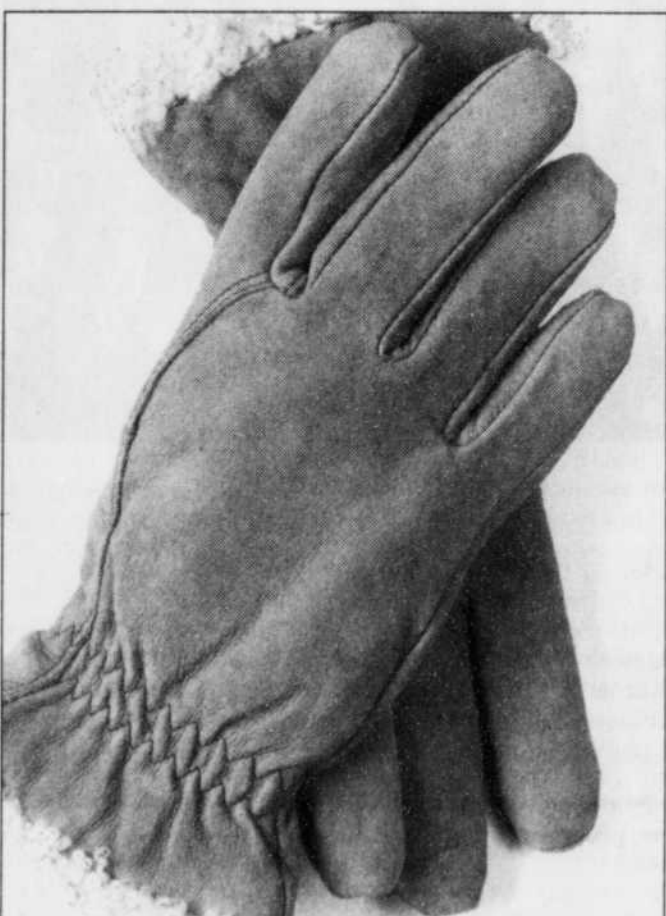
6/49

tirage du 21-10-95
4-25-33-35-40-45
(complémentaire) 26

C'ÉTAIT HIER

□ 1992 — En France, le Dr Michel Garretta est condamné à quatre ans de prison pour avoir offert du sang contaminé à 1200 hémophiles.

□ 1983 — Des commandos-suicides font sauter des quartiers généraux à Beyrouth : 183 morts du côté américain, 20 chez les Français.



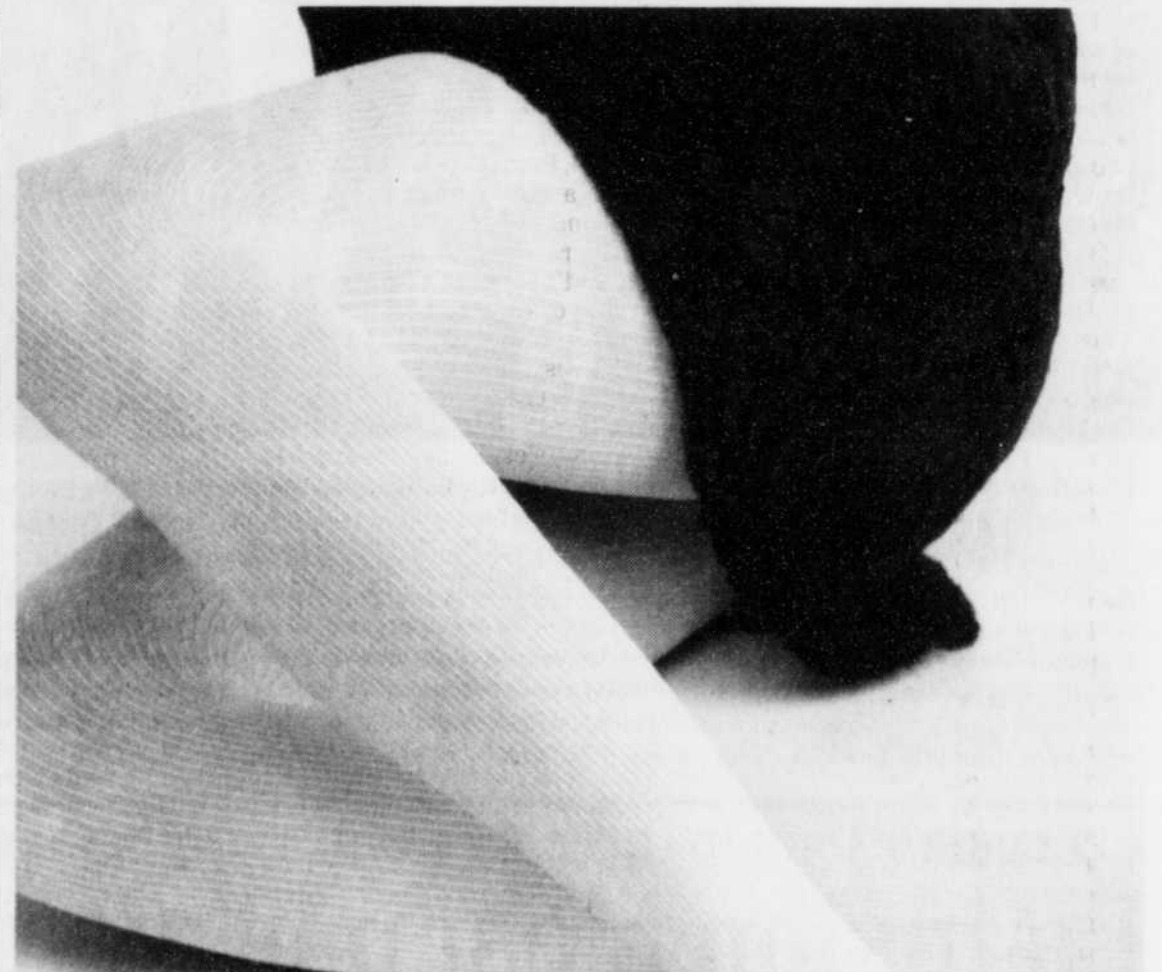
GANT

NUBUCK POIGNET MOUTON

39.95

Coupé sport avec poignet élastique bordé de mouton frisé. Noir, naturel, rouille, kaki, aubergine. 6 1/2 à 8.

la maison
simons
PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC



VENTE AU RABAI

LE COLLANT CÔTELÉ TWIK

3.59*

RÉG. 4.59

Rabais de 20% sur notre collant exclusif nylon 50 deniers, finement côtelé. Noir, nacre, bois, minuit. Tailles m.g.

la maison
simons
PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

* Le prix régulier signifie le prix auquel cet article est habituellement vendu chez Simons et n'est pas une indication du prix auquel sont vendus les autres articles en question.

Pour
VENDRE
ton AUTO



LES ANNONCES CLASSÉES
686-3311

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS



Le lieutenant d'infanterie Maureen Wellwood ajuste son bérêt.

Son ambition: commander un bataillon

MONIQUE GIGUÈRE
Le Soleil

■ QUÉBEC — Elle commande un peloton. Mais son ambition est de commander un bataillon. Sans rien de l'allure d'un général avec ses cinq pieds quatre et ses 130 livres, mettre 1000 soldats au pas ne l'effarouche pas.

Maureen Wellwood a 24 ans et elle est lieutenant. Mais dans un des métiers les moins courus par les femmes: l'infanterie. Ni dans l'artillerie, ni aux communications, ni dans un groupe logistique ou les services ambulanciers. Mais au front! Fantassin!

« Si je parlais à la guerre demain, mon poste serait commandant de peloton, soit sur la première ligne, soit en mission de reconnaissance. Cela dépendrait de la tâche qui me serait assignée », explique-t-elle en entrevue au SOLEIL.

La jeune lieutenant n'est pas du genre à se pêter les galons. « Je ne suis pas bonne à la course, admet-elle tout de go. J'aime courir, mais je ne suis pas vite. À l'entraînement physique en garnison, je traîne souvent derrière. Mais pour patrouiller, marcher dans le champ, je ne perds pas la gang d'une semelle. »

Au tir, Maureen n'a pas davantage de fait d'arme à raconter. « Je ne suis pas une des meilleures, mais je me débrouille », admet-elle franchement tandis qu'un compagnon qui passe par là lance: « Elle est bonne! »

Le lieutenant Maureen Wellwood se sent à l'aise devant la trentaine d'hommes qu'elle commande. Elle sait crier: « Garde... à... vous! », « 20 mètres en avant! » ou « En place, repos! ». Mais elle n'a rien à prouver. Ni qu'elle est meilleure. Ni qu'elle est aussi forte que les gars. « Je suis dans l'infanterie, parce que j'aime l'aventure, parce que j'aime sortir dans le champ. Je suis devenue fantassin comme une autre va choisir la carrière d'infirmière ou de secrétaire », explique-t-elle sobrement.

PAS COMME LES AUTRES

Maureen Wellwood n'est certes pas comme les autres. Née en Ontario de parents anglophones, elle affectionne le français depuis la petite école. Son accent l'appareille beaucoup plus à une Franco-Ontarienne ou une Acadienne du Nouveau-Brunswick qu'à une anglophone. Faut dire que c'est à Gagetown qu'elle a fait son entraîne-

ment. En français! Pour ses études, elle n'a pas choisi Kingston. Mais le Royal Roads Military College de Victoria, en Colombie-Britannique, et le Collège militaire royal (CMR) de Saint-Jean, au Québec. Deux ans dans l'Ouest. Deux ans dans l'Est.

« Au Roads, l'accent était mis sur la discipline, le cirage de bottes, les parades, rappelle-t-elle. Au CMR, c'était les études, le sport. Là aussi, la discipline était importante, mais on s'amusa plus. C'était plus social. »

Cette année, quand elle est retournée à Gagetown pour sa phase quatre d'entraînement, Maureen était la seule femme fantassin du groupe. « Comme soldats, il y en avait trois, l'an dernier, rattachées à l'École de combat du R22eR de Valcartier. Mais j'en connais une seule qui a réussi tout l'entraînement, note-t-elle. Et elle est avec le 2e bataillon. »

C'est que l'infanterie, surtout l'infanterie à pied, c'est très exigeant physiquement. Beaucoup de marche. De patrouille avec tout l'attirail de combat sur le dos et le fusil à l'épaule, explique Maureen qui n'a pas besoin d'être tireuse d'élite pour enseigner le maniement des armes d'infanterie. C-7, C-9, C-6, Karl Gustav et M-72, mitrailleuses comme armes anti-char, aucun de ces joujoux n'a de secret pour elle.

L'armée, c'est un peu la seconde famille de Maureen Wellwood. Avec son père aumônier dans les Forces, elle a sillonné le pays et arpenté toutes les bases. Pas étonnant qu'elle se retrouve aujourd'hui à la tête d'un peloton. « J'ai été surprise de la réaction des hommes, confie-t-elle. Je m'attendais à des tensions. Mais rien du tout. Absolument aucun problème! » Quatre de ses hommes sont là: soldat Nadeau, soldat Jean, soldat Beaudoin et soldat Gagnon. « sûr que c'est inhabituel une femme à la tête d'un peloton, reconnaît le soldat Gagnon. Mais le lieutenant Wellwood est là pour faire une job et le reste, on l'oublie. »

« C'est notre boss, un point, c'est tout! », tranche le soldat Jean.

Le projet Revi-centre retardé

Le maire adjoint Claude Cantin confiant d'en arriver à une entente d'ici les Fêtes

BENOÎT ROUTHIER
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le projet Revi-centre du quartier Les Saules, à Québec, n'est pas sur une voie d'évitement. Les discussions avec les partenaires se poursuivent et le maire adjoint Claude Cantin est confiant d'en arriver à une entente d'ici les Fêtes.

Bien sûr que le projet est compromis pour cet automne reconnaît M. Cantin. Mais si une entente intervient dans quelques semaines, le programme sera réalisé au printemps.

Le conseiller du Progrès civique du secteur, Gérard Poirier, a commencé à faire circuler une pétition pour demander à la ville de respecter son engagement. À tout le moins, ajoute-t-il, si le projet Revi-centre ne peut se ré-

S'il y a accord, le projet sera réalisé au printemps

réaliser faute de consensus entre les parties, la ville doit au moins installer des feux de circulation au coin du boulevard Masson et de la rue Musset et procéder à l'éclairage derrière la pharmacie, où se trouve le stationnement de l'église entre autres.

M. Cantin explique qu'un programme Revi-centre, c'est plus que planter un arbre et installer des feux de circulation. « Ça nécessite la participation des citoyens. »

Dans le cas des Saules, le programme signifie qu'il faut empiéter sur des



LE SOLEIL, JACQUES DESCHÈNES

Des résidents des environs de l'église Sainte-Monique, aux Saules, ont voulu sensibiliser la population au danger que courent les piétons au coin de la rue Musset et du boulevard Masson. La manifestation était organisée entre autres par le conseiller du Progrès civique, Gérard Poirier, qui demande à la ville de réaliser le programme Revi-centre qui se traduirait notamment par l'installation d'un éclairage derrière la pharmacie Jean, de feux de circulation au coin de la rue Musset et la construction d'un trottoir.

terrains privés. Il faut donc s'assurer de leur collaboration. C'est ce que la ville tente en poursuivant les discussions via entre autres le comité aviseur, dit M. Cantin.

Bien que confiant que le projet Revi-centre se concrétisera, le maire adjoint fait voir que si le projet avorte, il sera toujours possible d'installer des feux de circulation à l'intersection du boulevard Masson et de la rue Musset. « Là, la ville est sur sa propriété. » Mais, en ce qui concerne la construc-

tion d'un trottoir et l'éclairage, il faut empiéter sur la propriété privée. « Ça demande donc l'accord des propriétaires et c'est moins facile. »

Rappelant qu'il s'agit d'un projet proposé par le Rassemblement populaire durant la campagne électorale de 1993, M. Cantin laisse entendre que, même si ce n'est pas un manque de bonne volonté, le conseiller Poirier n'aide pas à la progression du dossier en faisant sortir tout le monde pendant que les discussions continuent.

Des pluies diluviennes qui font craindre le pire...

CATY BÉRUBÉ
Le Soleil

■ QUÉBEC — Les 29 millimètres de pluie tombés sur Québec dans la nuit de samedi à hier ont causé bien des désagréments, nécessitant entre autres l'évacuation d'une résidence pour retraités, située sur la rue Lalonde à Loretteville.

Quatre personnes âgées non-autonomes habitant le rez-de-chaussée du centre d'hébergement l'Essentiel ont dû être secourues d'urgence, vers 2h15 dimanche, parce que l'eau envahissait rapidement les lieux. Au premier plancher, le niveau d'eau est passé de un à trois pieds en l'espace de cinq minutes, forçant les policiers et les pompiers à effectuer les manoeuvres d'évacuation plus rapidement. « La porte du garage a cédé, laissant entrer une grosse vague d'eau », explique Denis Lachance, propriétaire du foyer pour personnes âgées.

La montée rapide de l'eau semble être due au fait que la bouche d'égout se trouvant près de là ne suffisait pas à évacuer l'eau, qui a suivi la pente de

l'entrée menant au rez-de-chaussée. « Grâce à l'intervention rapide des policiers et des pompiers, tous nos résidents ont réussi à sortir sans même une égratignure », témoigne M. Lachance.

Les dix résidents du centre d'accueil ont dû être relogés, certains chez leurs familles, alors que d'autres ont été pris en charge par la Croix-Rouge. Ils ne pourront regagner leur place au foyer avant au moins quinze jours, car des réparations d'envergure doivent y être effectuées.

La maison a subi d'importants dommages, évalués à plusieurs milliers de dollars, le rez-de-chaussée comptant plus de quatre pieds d'eau à un certain moment. Il aurait été difficile de pré-

voir qu'une inondation ait lieu à cet endroit, puisqu'aucun cours d'eau ne se trouve à proximité.

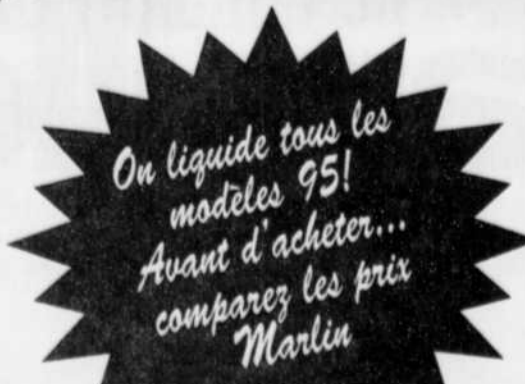
Par ailleurs, les pluies diluviennes ont fait craindre le pire dans d'autres secteurs de la grande région de Québec, notamment en bordure de la rivière Montmorency. Le niveau de la rivière a monté très haut, inquiétant les citoyens qui vivent à proximité du cours d'eau. Des représentants de la sécurité civile ont été appelés à se rendre sur les lieux afin de prévoir une intervention rapide en cas de débordement de la rivière.

En plus d'inonder des sous-sols, l'eau a envahi les routes, provoquant des situations inquiétantes. Des automobiles sont restées coincées dans de profondes flaques d'eau à certains endroits, notamment sous le viaduc de la 1ère avenue et sur le boulevard Saint-Joseph à Québec. De plus, une route traversant le parc Saint-Urbain a dû être fermée à la circulation pendant quatre heures, hier matin. Environ trois pieds de boue, formés par les fortes pluies, recouvraient la route.

Pour ne pas dépenser inutilement... le choix à faire est évident!



METRO 95
Pour l'hiver... Une voiture neuve...
Garantie 3 ans/60 000 km
Seulement **8995\$***



Profitez-en!



LUMINA VAN 95
7 pass., 6 cyl.,
7 sièges indépendants
À partir de **16 995\$***

Le plus vaste choix en province

MARLIN
CHEVROLET - OLDSMOBILE inc.

2145, boul. Charest Ouest,
Ste-Foy, Québec
Tél.: (418) 688-1212

Marie qui rit

Marie m'a dit, complètement transportée: «C'était ma place, c'était évident. C'est comme quand tu tombes en amour. On aurait dit que j'avais été faite pour l'endroit.»

C'est surtout l'endroit qui a été fait pour elle. La belle histoire que je vais vous raconter aujourd'hui se passe au beau milieu d'un escalier. Celui qui n'a pas de nom, entre les quartiers Saint-Jean-Baptiste et Saint-Roch.

L'un des plus courts des 3000 escaliers qui, par en haut, relie la Haute-Ville à la Basse-Ville de Québec et qui, par en bas, relie la Basse-Ville à la Haute-Ville.

Ceux qui descendent régulièrement au cinéma à pied connaissent bien l'escalier sans nom. C'est celui dont ils ont été privés durant près de deux ans, à cause du fameux chantier Méduse, angle Côte d'Abraham-rue Saint-Vallier.

Durant ces deux années, ce fut donc ou l'escalier Lépine ou l'escalier de l'Ascenseur, avant qu'il ne tombe en chantier à son tour. Ou, peut-être surtout, l'ascenseur lui-même, quand ce n'était pas trop tard le soir.

L'escalier sans nom vient de renaitre, complètement transfiguré, beau, ample, une sorte d'escalier-terrace qui devient une étape dans la ville, sur fond de Laurentides.

Et au milieu, quelque chose d'inouï, de presque aveuglant, apparu tout d'un coup, comme en pleine nuit alors que nous dormions tous profondément: l'Abraham-Martin. Il m'a sauté en pleine face, au retour du cinéma. Mais qu'est-ce que c'est que cette invention?

Je m'approche. Voilà que j'aperçois Marie derrière le bar, lumineuse comme une étoile. Mais c'est Marie, merde! Pas possible!

Marie qui rit, Marie qui fait rouler ses grands yeux bleus, Marie qui écoute, Marie qui nage,

Marie qui peint. De belles grandes acryliques avec collage qu'elle a accrochées dans le nouveau bistro inventé sur mesure pour elle.

«L'Abraham-Martin est arrivé tellement vite, raconte la cliente Marie-Josée, que je n'ai rien vu venir du tout, même si je suis tout le temps ici.» Bien sûr que Marie-Josée est tout le temps là.

Elle oeuvre chez Obscure, un maillon clé de la grande coopérative artistique méduséenne. Marie-Josée, c'est aussi l'ancienne *drummeuse* des défuntés Go-Frettes, irrésistibles championnes de la chanson triste et de la chanson québécoise, terribles caricaturistes de l'éternelle amoureuse éconduite et de ses oeuvres.

Marie a ouvert son café-bistro il y a une dizaine de jours. Marie devient ainsi une sorte de lieu



Alain Boucard

de convergences des soupis débridés d'une extraordinaire colonie d'empêcheurs de tourner en rond. Gilles Arteau et sa bande ont ce quelque chose d'inquiétant et d'angoissant qui interdit de tondre béatement son gazon durant toute l'éternité. Marie devient un émouvant carrefour du rêve, du temps per-

du et de la douce folie, en plein milieu de l'étage de Québec. Marie devient la merveilleuse vitrine urbaine de la merveilleuse pulsion urbaine qu'est Méduse.

Voyez ce qu'elle a écrit sur le carton d'invitation de l'inauguration officielle de l'Abraham-Martin, qui aura lieu vendredi. «Après les *Deux Magots*, Boulevard Saint-Germain, le *Fouquet*, Avenue des Champs-Élysées, le *Harry's Bar*,

Place Saint-Marc, le *Rosati*, Piazza del Popolo, le *Chantauteuil*, rue Saint-Jean; après Sartre, Hemingway, Fellini, Dalla, Woody Allen, Gilles Vigneault, c'est votre histoire et celle de l'*Abraham-Martin* qui naît.»

Marie a été neuf ans au Chantauteuil; et ne le renie pas du tout, comme vous le voyez. Méduse a demandé des soumissions pour un café privé. L'occasion s'y prêtait. Marie a plongé. Comme Jean Obélis Lefebvre avait déjà plongé avec l'*Impasse-des-deux-anges*, et ses voisins avec le *Ciné-Bistro* et le *Mardi Gras*.

Je ne vais pas vous décrire l'Abraham-Martin. C'est une âme avant tout. Un esprit. Un souffle. Je vais seulement vous dire que des passoires de cuisine en aluminium y font office d'abat-jour, et que ça ne donne rien de rococo, de *heavy metal*, recyclé ou de néo-kitsch. Allez-y voir. La pirouette est étonnante.

Je ne vais pas non plus vous décrire le menu. Je laisse ça à la *Bonne Chère*.

Je vais plutôt vous dire qu'une très vieille coupure du *Figaro* apparaît dans l'une des grandes toiles acryliques de Marie. Et qu'on y retrouve le titre suivant, parmi tous les autres: *Le cinéma a-t-il trahi Graham Greene*? Ce qui va comme un gant au ton de l'Abraham-Martin. Ce serait quelque chose comme la différence entre avoir ou être, pour paraphraser Erich Fromm.

Marie qui rit, Marie qui fait rouler ses grands yeux bleus, Marie qui écoute, Marie qui peint et Marie qui nage.

Dans l'eau, pour vrai. C'est une maniaque de la forme et de l'entraînement. Mais aussi dans la passion. Laissez-vous contaminer.

Pourquoi je vous parle de Marie? Parce que ce qui était encore un fantôme désespérant il n'y a pas si longtemps, est devenu un kaléidoscope dans la ville, grâce à Méduse.

Et que Marie a bien raison de fêter ça.



Méduse, cette merveilleuse pulsion urbaine...

Chaudière-Appalaches à l'heure du partenariat

IAN BUSSIÈRES

Collaboration spéciale

■ THETFORD MINES — Le partenariat et la concertation en matière environnementale figurent au premier plan de tous les axes de développement et dossiers prioritaires retenus par les quelque 100 participants au forum «Bilan et perspectives environnementales dans Chaudière-Appalaches», tenu samedi au Collège de la région de L'Amiante.

Cette activité avait été organisée par le Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches (CRÉCA).

«C'est la troisième fois qu'il y a une consultation régionale sur l'environnement dans Chaudière-Appalaches mais cette journée est vraiment la première où l'on entend autant parler de

concertation et de partenariat et où les gens sont aussi intéressés à passer à l'action», déclarait d'ailleurs Guy Lessard, président du CRÉCA, à l'issue du forum.

L'exercice tenu ce week-end a permis aux divers intervenants régionaux d'accoucher de plus d'une dizaine

d'axes de développement qui serviront à rédiger la planification stratégique de Chaudière-Appalaches en matière environnementale.

RECOMMANDATIONS

Les participants au forum ont entre autres choisi de préconiser la gestion intégrée des eaux par bassins versants, de développer la collecte sélective des matières recyclables à la grandeur de Chaudière-Appalaches à l'intérieur d'un plan global de gestion des déchets, ainsi que de lancer un projet pilote visant à sensibiliser les industries aux normes internationales ISO 14 000 et à la réduction des déchets dangereux dont 10 000 tonnes seraient produites à chaque année

La région 12 fixe ses priorités en environnement

dans la région 12. Il a été également question de sensibiliser les agriculteurs à l'environnement et de faire passer l'État d'un rôle de policier à un rôle de soutien envers ceux-ci, notamment grâce à des programmes comme le Programme d'aide à l'amélioration de la gestion des fumiers.

Du côté minier, il a été question d'organiser la réduction, la récupération et le réemploi des résidus miniers et de poursuivre la restauration des sites dégradés, une démarche que la société minière thetfordoise LAB Chry-

solite a déjà entamée en ensemençant ses halles de résidus d'amiante.

Toutes ces recommandations serviront aussi à l'élaboration de la plateforme de la région 12 en vue de l'Éco Sommet 96, qui aura lieu à Montréal en mai 1996 et qui sera en quelque sorte le suivi provincial du Sommet de la terre tenu à Rio de Janeiro.

La plateforme de Chaudière-Appalaches sera complétée lors de rencontres avec la population que tiendront le CRÉCA et l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), promoteur d'Éco Sommet, dans la municipalité de Sainte-Claire-de-Bellechase le 8 novembre, à Saint-Victor-de-Beauce le 14, à Montmagny le 22 et à Saint-Romuald le 29.

2 POUR 1 ou 50%

CHOISISSEZ DEUX LUNETTES OPHTHALMIQUES COMPLÈTES (verres et monture) ET NE PAYEZ QUE LA PLUS CHÈRE DES DEUX. AINSI VALABLE POUR LES LENTILLES CORNÉENNES SOUPLES, SPHÉRIQUES, CLAIRES. EX.: UNE LUNETTE COMPLÈTE ET UNE PAIRE DE LENTILLES CORNÉENNES.

CHOISISSEZ UNE SEULE LUNETTE OPHTHALMIQUE (verres et monture) ET OBTENEZ UN RABAIS DE 50% SUR LA MONTURE.

Cette offre est valable sur la plupart de nos montures.

LA MÊME QUALITÉ DE PRODUITS RENOMMÉS. LA MÊME QUALITÉ DE SERVICE

Jean Tripanier
opticien d'ordonnances

Place des Quatre-Bourgeois
Sainte-Foy
(Québec)
659-5075

Séminaire de vente stratégique^{MD} Nouvelle édition 1995-1996

«Augmentez vos ventes»

Roger St-Hilaire

Faites comme 59 000 personnes depuis 23 ans et apprenez comment :

- Conclure vos ventes
- Répondre aux objections des clients
- Justifier vos prix
- Communiquer avec vos clients
- Vendre votre personnalité
- Planifier vos entrevues de vente
- Argumenter et convaincre vos clients
- Profiter davantage de votre temps de vente

Québec 6-7 novembre Québec 9-10 novembre

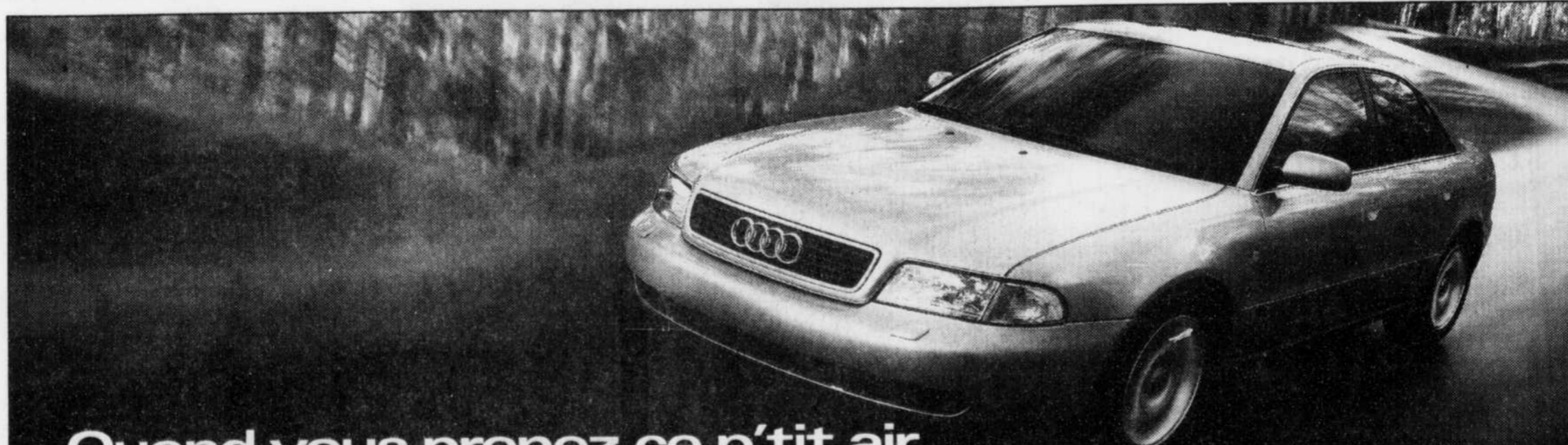
Informez-vous sur nos séminaires de gestion de vente, nos conférences et nos séminaires privés

Inscrivez-vous dès aujourd'hui, les places sont limitées

(418) 626-7498 1 800 463-7246

8880, ave. Trudelle, Charlesbourg (Québec) G1G 5J7 Télécopieur: (418) 626-6264

Regardez l'émission «Le saviez-vous?» le dimanche à T.Q.S. (Québec à 11h). Surveillez le télé horaire



Quand vous prenez ce p'tit air, c'est que vous avez fait une bonne affaire!

Son puissant moteur V6 de 172 chevaux réagit à votre moindre sollicitation. Sa suspension avant à quatre bras, inédite, négocie chaque courbe tout en souplesse. Et vous, vous relaxez. Confortablement installée dans un fauteuil aussi confortable que celui de votre salon. Et quand vous pensez au prix pour un tel degré de raffinement, pour une technologie si exceptionnelle, vous prenez ce p'tit air. Pas vrai? À tous ceux qu'une aussi bonne affaire intéresse, rendez-vous chez le concessionnaire Audi le plus près. Préparez-vous à d'extrêmes sensations.



La nouvelle Audi A4. À Partir de 36 250\$*

QUÉ-BOURG AUTO
7777, boul. Henri-Bourassa
Charlesbourg (Québec)
(418) 626-7777

* Prix de détail suggéré par le fabricant de 36 250 \$ pour la berline Audi A4 1996. Le concessionnaire peut vendre pour moins. Options, préparation, taxes et frais de financement en sus. Les frais de transport sont de 475 \$. Taux de location aussi disponibles.

LE QUÉBEC LE CANADA

RÉFÉRENDUM 95

Le NON cherche à se sortir du dérapage sur la société distincte

VINCENT MARISSAL
Le Soleil

■ MONTRÉAL — Le chef du camp du NON, Daniel Johnson, a fait des pieds et des mains hier pour tenter d'expliquer le « dérapage » provoqué par sa demande à Jean Chrétien de reconnaître le principe de société distincte avant le référendum. Parlant d'interprétation de ces propos, M. Johnson a présenté un communiqué conjoint dans lequel il affirme avec M. Chrétien que ce principe a toujours été reconnu et continuera de l'être.

Visiblement ébranlé par l'usage instantané que fait le camp du OUI de son appel à Ottawa, et encore plus par le refus de M. Chrétien, Daniel Johnson a néanmoins refusé de dire que le premier ministre canadien s'est engagé à amender la constitution afin d'y inclure la reconnaissance du caractère distinct du Québec.

Pourtant, le manifeste du comité du NON, publié par le directeur général des élections dans le but d'informer les Québécois qui se rendront aux urnes dans une semaine, en fait clairement mention. Le manifeste fait également référence au droit de veto du Québec, mais, là encore, Daniel Johnson a évité de s'avancer sur le sujet.

« Je vais vous relire le communiqué », a simplement lâché M. Johnson pour toute réponse. Ce communiqué stipule que « le Québec est une société distincte. Nous rappelons que nous

avons tous les deux appuyé l'inclusion de ce principe dans la constitution canadienne à chaque fois que le Québec l'a demandé », écrivent MM. Johnson et Chrétien.

Ils affirment par ailleurs qu'il s'agit d'une réalité fondamentale du Canada à laquelle ils maintiennent leur appui.

« Nous l'avons appuyé dans le passé, nous l'appuyons aujourd'hui et nous l'appuierons dans l'avenir, en toutes circonstances ».

« Du côté du OUI, on prétend qu'il y a des divisions profondes dans le camp du NON sur des dimensions fondamentales de la vie canadienne, mais le communiqué conjoint a mis un point final à ça sans équivoque », a soutenu M. Johnson lors d'un point de presse, juste avant de prendre la parole devant un parterre de jeunes fédéralistes du Groupe des Cents.



Le chef du NON, Daniel Johnson

Sans condamner directement l'interprétation que les médias ont fait de ces déclarations, le chef libéral a plutôt rejeté le blâme sur ses adversaires, Lucien Bouchard en tête, qui déformait la réalité, affirme-t-il.

Quant aux médias, « si mes paroles ont donné lieu à cette interprétation, j'en prends la responsabilité », ajoute Daniel Johnson.

À Lucien Bouchard, qui l'a invité samedi à se joindre au camp du changement, M. Johnson a servi cette réplique très dure : « Mes convictions sont profondes et de longue date, je ne change pas d'idée à tous les deux ans ».

Il est de bonne guerre que le camp adverse utilise toutes les déclarations, « je peux vivre avec ça », soutient Daniel Johnson, sans toutefois avoir l'air d'y croire vraiment.

Il a d'ailleurs reconnu, à mots couverts, que ces alliés du gouvernement fédéral ne lui ont pas toujours facilité la vie, en particulier au cours de la dernière semaine.

« Certains de nos portes-paroles, assez rarement nos portes-paroles principaux, ont utilisé des mots qui ont été repris par le camp du OUI, a-t-il dit. C'est une réalité avec laquelle on vit en politique ».

Ouellet s'en prend aux «3 séparatwits»

Le Québec quitterait un «gros paquebot» pour une «petite chaloupe»

MICHEL CORBEIL
Le Soleil

■ QUÉBEC — À son tour, le ministre canadien des Affaires étrangères André Ouellet laisse entendre que le Québec serait trop petit pour percer sur les marchés mondiaux et assurer sa prospérité économique.

Invité du comité du «NON» dans la circonscription de Vanier, M. Ouellet a comparé hier le Canada à un « beau et gros paquebot » qui permet au Québec d'affronter une époque marquée par l'ouverture des marchés.

« La vague est forte, les courants sont difficiles, a-t-il lancé en substance à quelque 300 partisans. Nous savons qu'il y a beaucoup de Québécois aux commandes. Il y a un Québécois comme premier ministre, Jean Chrétien. Un autre, comme ministre des Finances, Paul Martin.

« Nos trois « séparatwits » (Lucien Bouchard, Jacques Parizeau et Mario Dumont) nous demandent de débarquer du paquebot et d'embarquer dans une petite chaloupe. On ne sait même pas qui mène les rameurs.

« Ne nous trompons pas. C'est l'union qui fait la force. Notre économie repose sur la possibilité de faire des affaires ailleurs », a-t-il déclaré dans une sortie rappelant celle du p.d.g. de Bombardier, M. Laurent Beaudoin a évoqué au début de la campagne référendaire le fait qu'un Québec souverain n'aurait pas la taille suffisante pour soutenir de grandes entreprises, comme la sienne. Il a évoqué aussi la possibilité de démenager Bombardier si l'indépendance pose trop de problèmes.

Selon le ministre Ouellet, les entreprises peuvent réussir à émerger au Québec. Il est cependant « fondamental » de s'imposer sur les marchés internationaux pour maintenir la croissance économique, laisse-t-il entendre.

M. Ouellet a aussi réitéré l'argument d'un système de péréquation qui profite davantage au Québec et qui coûte de l'argent à l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique. « Un beau chèque directement remis à Jean Campeau (le ministre québécois des Finances). On ne sait pas ce qu'il en fait. Mais il le reçoit sans dire merci. »

Le ministre canadien s'en est aussi pris aux thèses souverainistes réclamant un « OUI » pour assurer la défense de la langue. Selon lui, elle n'a « jamais été aussi prospère. Mme (Lise) Bissonnette (rédactrice en chef du quotidien Le Devoir) fait partie du Canada et cela ne l'empêche pas de faire des romans et de les vendre au Canada, a-t-il lancé pour illustrer son point de vue. Elle n'en a pas beaucoup vendu aux États-Unis. »

M. Ouellet n'a pas voulu rencontrer les médias pour s'expliquer davantage, prétextant un emploi du temps trop chargé. En fin de semaine, M. Ouellet a déclaré que c'est le gouvernement du Québec, et non Ottawa, qui provoque des dédoublements coûteux pour les citoyens.

L'affluence des jeunes au plus gros ralliement du OUI a surpris

On y est même venu avec la petite famille

MICHEL CORBEIL
Le Soleil

■ QUÉBEC — « Oui, l'allure de la campagne électorale est en train de tourner. Je vois le pays au bout du tunnel ! »

Une estampe du « OUI » bien collé sur le front, Guy-Daniel Tremblay a hurlé cette phrase au SOLEIL au moment où Lucien Bouchard, Jacques Parizeau et Mario Dumont ont grimpé sur l'estrade d'honneur, hier, pour un rassemblement politique comme il ne s'en est pas produit depuis des années à Québec.

Entre 5000 et 7000 partisans, selon les organisateurs, ont pris place dans le Petit Colisée pour applaudir les chefs souverainistes. De mémoire d'organisateur électoral, il faut remonter à l'autre référendum, en 1980, pour obtenir une telle assistance.

Une colonne de jeunes marcheurs s'est mise en marche, depuis l'Assemblée nationale, pour amener huit cents personnes au rendez-vous politique, affirme le camp du changement. Trois colonnes d'automobilistes ont aussi convergé vers le parc de l'Exposition.

À l'intérieur du pavillon de la Jeunesse, les orateurs se sont succédés dans une atmosphère électrisante où flottaient une nuée de drapeaux avec leurs fleurs de lys. Dans la foule, se trouvaient de jeunes cravatés, mais aussi des rochers avec leur blouson de cuir et des punks, le



Jacques Parizeau a fait connaissance avec la poignée de mains «jeunes»

cheveu raide et mauve.

Chose surprenante, plusieurs sont venus en famille au grand rassemblement du « OUI ». Beaucoup de maman et sa fille et de papa et fiston. Gilles Bouchard s'est amené avec son jeune adolescent, Alexandre. Une affaire de culture, a-t-il dit. « C'est important. Je veux qu'il constate l'enthousiasme du « OUI ».

Les militants se sont fait un plaisir d'expliquer qu'une telle démonstration est importante. Renée-Louise Vaillancourt est venue avec sa petite Audrey-Anne couchée dans une poussette. « Moi, mon idée est faite depuis longtemps. Mais c'est important de m'identifier au « OUI ».

Simon Palomino, originaire du Pérou, est un des immigrants qui s'affiche pour les souverainistes. « Ce sont justement les rassemblements de masse qui feront en sorte que les gens embarqueront. »

Certains sont venus pour entendre Lucien, l'orateur le plus chaudement ovationné. Michel De Guise y était avec ses quatre rejetons, hauts comme trois pommes. « Il prend parce qu'il parle au cœur. » Sa conjointe Marie-Josée Caron ajoute : « Il fait tellement ressortir l'aspect nationaliste. »

D'autres ont fait le détour pour la cause. Denis Saint-Pierre s'est retrouvé au Petit Colisée avec ses deux enfants, par hasard autant que par

conviction. « Ce n'est pas la personne », Lucien Bouchard qui lui fait espérer une victoire, mais bien une vague qu'il pressent.

Les organisateurs se sont félicités de la tournure des événements. Le risque était double, ont-ils expliqué. Remplir l'amphithéâtre représentait déjà une commande. « On n'avait pas vu ça depuis les années 1970 », a laissé tomber Pierre Bernier, le coordonnateur du « OUI » régional.

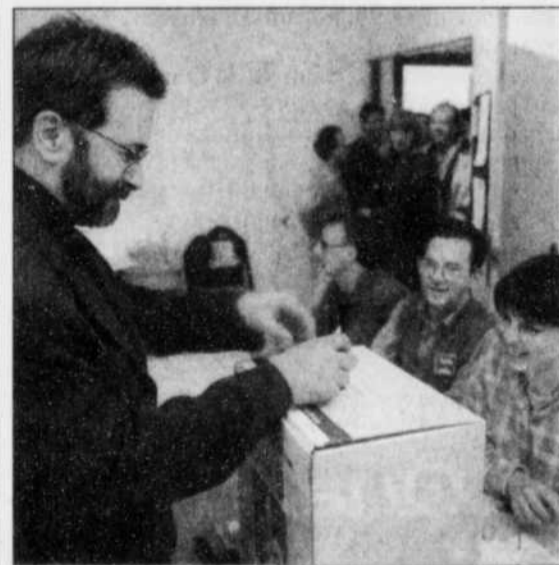
Y parvenir alors que s'est déroulé une des deux journées du vote par anticipation constituait un pari périlleux. « J'étais nerveux en s'il-vous-plait, ce matin, admet Martin Scallon, l'agent de liaison pour la région. Mais il est venu 2000 personnes de plus que les 4000 prévues et tout est sous contrôle. » Il affirme, en effet, que ses travailleurs d'élections se sont sagement tenus à l'écart du Petit Colisée, se concentrant sur le vote à faire sortir.

Dans le camp du « NON », un responsable de la campagne a indiqué qu'il est encore possible que les fédéralistes tiennent aussi un rassemblement d'envergure, jeudi. Mais les chances sont très minces, confesse-t-on. « Nous sommes plus du genre à donner priorité au travail sur le terrain », surtout en cette journée de vote par anticipation.

En 1980, le « OUI » et le « NON » avaient fait match nul dans la guerre des foules, à Québec. Les souverainistes avaient attiré 7000 partisans au Petit Colisée pendant que, le même soir, le « NON » faisaient de même avec 6000 militants, au Centre des congrès.

C'est important de m'identifier au OUI

Voter tôt



Les bureaux de vote par anticipation ont connu une belle affluence, hier, profitant du beau temps. À certains endroits, des files ont forcé des électeurs à pratiquer cette grande vertu qu'est la patience. Selon les premiers échos, aucun record de participation ne semble cependant en voie d'être battu. À chaque élection, référendaire ou pas, de trois à quatre pour cent des électeurs se présentent aux urnes avant le jour « J ». Selon la loi, le personnel électoral, les handicapés et tous ceux qui ont « des raisons de croire qu'il leur sera difficile de voter le jour du scrutin » peuvent le faire une semaine plus tôt. La seconde journée de votation par anticipation a lieu aujourd'hui.

RÉFÉRENDUM 95

La bonne nouvelle selon Mario Dumont courtise les religieuses et les libéraux

■ QUÉBEC (PC) — Autres temps, autres moeurs. Le jeune chef de l'Action démocratique s'est rendu hier, par un beau dimanche ensoleillé, propager la bonne nouvelle souverainiste... chez des religieuses de Québec.

Debout entre un crucifix doré et une statue de l'archange Gabriel, M. Dumont — qui se dit très croyant... dans le Québec — a joué au professeur pour une quarantaine de religieuses de la congrégation de Saint-François d'Assise, expliquant le projet de souveraineté-partenariat à l'aide de grands tableaux illustrés.

Dans cet exposé d'une trentaine de minutes, il a joué à fond sur des mots susceptibles de plaire à ce public. Il a parlé de respect, de coopération, d'espoir pour les jeunes. « Il faut tendre la main au reste du Canada », a-t-il lancé. « L'objectif, ce n'est pas la séparation, c'est un nouveau partenariat », a-t-il ajouté.

Son auditoire attentif — certaines religieuses prenaient même des notes — a semblé apprécier l'exposé. « C'est un jeune homme convaincant. Il a beaucoup d'avenir. Il devait être premier de classe », commentait sœur Jeanne D'Arc Lapointe à la fin de la réunion.

Les religieuses avaient reçu l'ex-députée conservatrice Monique Tardy la semaine précédente comme porte-parole du NON.

À la sortie du couvent, le jeune « premier de classe » a rapidement cédé sa place au politicien aguerrri. Commentant les sombres prédictions du chef du camp du NON, Daniel Johnson, quant aux lendemains économiques d'un OUI, M. Dumont a exigé que ce dernier dise rapidement sur quel tableau il compte jouer dans l'éventualité d'un vote en faveur de la souveraineté.

« Est-ce que M. Johnson joue à Jojo Savard en faisant des prédictions ou est-ce que lui-même est en train d'encourager l'affaiblissement du Québec ? Là-dessus, il doit se positionner rapidement. Au lendemain d'un OUI, il agit comment ? Il doit le dire », a-t-il lancé.

Évoquant la rebuffade que le premier ministre Chrétien a servi au chef du camp du NON, avant-hier, il a éga-



Mario Dumont a lancé un appel aux libéraux souhaitant un changement.

lement lance un appel « à tous les libéraux qui souhaitent du changement ». « Je ne sais pas comment ça peut être plus clair. Il me semble qu'il n'y a plus de place pour les « oui mais ». Il y a une seule façon d'avoir du changement », a-t-il dit.

EN BREF

400 religieux pour le OUI

À une semaine du référendum, près de 400 religieux et religieuses du Québec se regroupent en faveur du OUI, au nom de la solidarité sociale. Lancé à Montréal hier, le regroupement dénonce les gens d'affaires qui monopolisent le discours référendaire, oubliant les plus démunis. Les religieux, membres de plusieurs congrégations dont celles des Saints-Coeurs de Jésus et Marie et des Soeurs auxiliaires, n'apprécient pas la menace et la peur que brandissent les gens d'affaires. Reconnaisant que l'Évangile ne donne pas de réponse claire à la question référendaire, le Regroupement des religieux et religieuses pour le OUI considère toutefois qu'il y a plus de risques à rester au Canada que de se séparer. (PC)

arménienne et 800 de la communauté arabe contre le chant des sirènes des tenants du camp du OUI. « Au cours des prochains jours, ils vont monter le volume de leur discours pour mieux cacher la réalité », a lancé M. Charest en comparant les ténors du camp souverainiste à des vendeurs d'automobiles. « Ils refuseront de dire combien coûte le véhicule, de préciser la force du moteur et la durée de la garantie. On vous dira que vous n'avez qu'à signer et qu'on verra après. « Si vous voulez essayer le véhicule, dès que vous mettez la clef dans le démarreur et partirez le moteur, vous ne pourrez plus changer d'idée », a averti M. Charest, en insistant sur le caractère irréversible du vote du 30 octobre. M. Charest a invité ses auditeurs à rester collés à la réalité pour ne pas mettre en péril leurs pensions, leurs économies et pour éviter de voir grimper les taux hypothécaires. Il a en outre soutenu qu'en cas de victoire du OUI, la liberté pour les Québécois de circuler et de travailler à leur guise au Canada sera entravée. Pour sa part, la députée libérale Fatima Houa-Pépin a soutenu que 470 000 emplois directs et indirects liés au commerce interprovincial seraient mis en péril si le OUI l'emportait. (PC)

Un OUI irréversible, prévient Charest

Le chef conservateur Jean Charest a mis en garde, hier, quelque 400 Québécois d'origine

Des scénarios pour contrer un OUI

L'argument de base d'Ottawa: le Québec n'a pas le droit à la souveraineté

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral a étudié diverses options pour contrer une victoire du OUI au référendum du 30 octobre, révèle une série de documents préparés par le comité référendaire du Conseil privé à Ottawa.

Les études, obtenues par le *Globe and Mail* et datées de décembre 1994, décortiquent plusieurs scénarios qui reposent tous sur l'argument que le Québec n'a pas le droit de déclarer sa souveraineté en vertu de la Constitution canadienne ou du droit international.

Le journal torontois ajoute que les documents ont été élaborés au cours de l'année dernière en collaboration avec le ministère fédéral de la Justice et certains autres fonctionnaires.

Les études recensent quelques avenues politiques et légales que pourrait emprunter Ottawa advenant une victoire du OUI.

Les documents proposent entre autres de contester devant les tribunaux une déclaration unilatérale de souveraineté, d'utiliser les pouvoirs fédéraux pour désavouer la loi décrétant la souveraineté ou de recourir à la section de la Constitution portant sur la paix, l'ordre et le bon gouvernement.

« Chaque option est risquée et pourrait ne pas être efficace dans les circonstances du jour, affirme un extrait d'un document. Si le gouvernement du Québec s'est déjà engagé sur un chemin vers la sécession, il est peu probable que le Québec respecterait les contre-mesures fédérales.

Le document conteste les arguments des souverainistes à l'effet que la Constitution protégerait les frontières actuelles du Québec. « Une fois que le Québec a cessé d'être une province, ces garanties constitutionnelles ne s'appliqueraient plus. »

Les études concèdent que le Canada ne pourrait pas opposer son veto à la reconnaissance internationale de la souveraineté québécoise, même si elle était déclarée de façon unilatérale. Elles notent cependant qu'une telle déclaration serait dénuée de sens tant qu'une reconnaissance internationale ne se manifesterait pas.

EN BREF

Incendie suspect aux locaux du Bloc

Une main criminelle serait à l'origine d'un incendie qui a causé d'importants dommages à l'immeuble abritant les locaux du député bloquiste de Trois-Rivières, Yves Rocheleau, dans la nuit de samedi à hier. Les malfaiteurs auraient fracassé une fenêtre du premier étage, à l'arrière de l'immeuble, avant de répandre de l'essence à l'intérieur. Ils auraient pris la fuite immédiatement après avoir mis le feu à l'aide d'un briquet, retrouvé sur place. Interrogé à savoir s'il croyait que l'incendie pouvait être lié à la campagne référendaire, le député Rocheleau a préféré ne pas se prononcer. « On va laisser les autorités compétentes faire leur enquête », a-t-il indiqué. (PC)

SAISSANTE. TOUJOURS ACCESSIBLE. UNE CLASSE À PART.

La voici

Une nouvelle voiture qui se démarque en balayant cette croyance que les biens et les plaisirs qui font l'objet de nos désirs sont toujours hors de prix. C'est la berline Civic de sixième génération.

Tellement spacieuse

Détendez-vous et prenez vos aises dans un habitacle étonnamment spacieux et abondamment pourvu de rangements pratiques, de vide-poches et de porte-gobelets.

Tellement silencieuse

Isolerez-vous dans un remarquable cocon de silence. Grâce aux innovations techniques de la berline Civic, vous aurez la nette impression de conduire une voiture beaucoup plus coûteuse.

Tellement bien pensée

Des commandes et des instruments bien disposés jusqu'aux sièges d'une ergonomie impeccable, chaque détail contribue à vous cajoler dans un maximum de commodité et de confort.

Tellement stimulante

Au volant de la berline Civic, vous vivez un phénomène peu commun: elle prolonge littéralement votre corps et votre esprit. C'est ainsi que s'exprime l'expérience de Honda en course automobile.

Tellement sûre

La sécurité, c'est la tranquillité d'esprit. La berline Civic possède une robuste carrosserie qui constitue un environnement protecteur vraiment efficace. De plus, des

coussins gonflables (système de retenue supplémentaire ou SRS) aux deux places avant offrent un complément de protection.

Tellement efficace

Utilisation judicieuse de l'espace, pièces de carrosserie recyclables, consommation d'essence qui se mesure au compte-gouttes, tout dans la berline Civic concourt à en faire un modèle d'efficacité.

Voilà la berline Civic 1996. Elle repousse tellement loin les balises de sa catégorie que vous pourriez croire qu'elle coûte d'autant plus cher. C'est loin d'être le cas.

LA NOUVELLE BERLINE CIVIC

14 895\$*

À partir de
POUR RECEVOIR UN CATALOGUE OU CONNAÎTRE L'ADRESSE DU CONCESSIONNAIRE LE PLUS PRÈS, COMPOSEZ LE 1 800 69-CIVIC.



HONDA

CONÇUE ET CONSTRUITE
SANS CONCESSION



*P.D.S.F. pour la berline Honda Civic LX 1996. Transport, préparation, immatriculation et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix inférieur. Renseignez-vous auprès du concessionnaire Honda.

RÉFÉRENDUM 95

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

Chrétien sert les mésaventures du Chili en exemple au Québec

MARIE TISON
Presse canadienne

■ NEW YORK (PC)—Les mésaventures du Chili montrent à quel point il est difficile d'accéder à l'Accord de libre-échange nord-américain.

C'est ce qu'a déclaré hier le premier ministre canadien Jean Chrétien, à l'issue d'une rencontre avec le président chilien Eduardo Frei Ruiz-Tagle, en marge des cérémonies marquant le 50e anniversaire de l'ONU.

Le président américain Bill Clinton a constaté cette semaine qu'il ne pourrait probablement pas obtenir du Congrès une procédure de négociation accélérée, appelée « fast track », qui aurait pu permettre une accession rapide du Chili à l'entente nord-américaine.

Le comité de la Chambre des représentants sur les voies et moyens avait approuvé un projet de loi prévoyant une telle procédure, mais cette législation n'a pas survécu à une conférence entre des représentants de la chambre



Jean Chrétien

et du Sénat. Comme 1996 sera une année de campagne électorale présidentielle et législative aux États-Unis, il est peu probable que le Congrès approuve une procédure de négociation accélérée avant 1997, ont indiqué des hauts fonctionnaires du gouvernement canadien hier.

M. Chrétien a déclaré que si le président Frei était déçu, le Canada l'était aussi.

« Nous avons convenu, le Canada, le Mexique et les États-Unis, de poursuivre des négociations qui devaient se terminer à la fin de l'année. Soudainement, nous ne savons pas à quel moment ça va se terminer.

« Ce qui prouve que ce n'est pas facile d'entrer dans l'ALENA », a-t-il poursuivi.

ENCORE LA SOCIÉTÉ DISTINCTE
La question du Québec a aussi fait son ap-

parition dans les brèves conférences de presse qui ont accompagné les rencontres bilatérales de M. Chrétien avec d'autres chefs de gouvernement. Avant une rencontre avec le premier ministre d'Israël Yitzhak Rabin, M. Chrétien a nié toute ambiguïté qui aurait pu exister au sujet de son appui au concept de société distincte.

« Je suis pour, et j'ai toujours été pour. » Samedi, il avait refusé de s'engager à inclure le concept de société distincte dans la constitution, quelques heures après y avoir été invité par le chef du Parti libéral du Québec, Daniel Johnson.

Hier matin, MM. Chrétien et Johnson ont émis un communiqué conjoint pour faire savoir qu'ils parlaient d'une même voix, et qu'ils appuieraient tous deux la reconnaissance de la société distincte « dans l'avenir, en toute circonstance ». Mais hier, il a refusé une fois de plus de s'engager à revoir la constitution canadienne pour reconnaître ce concept.

« Je n'ai pas l'intention pour l'instant de débattre de la constitution, a-t-il déclaré.

Clyde Wells reste coi pour protéger Churchill Falls

IAN BAILEY
Presse canadienne

ST-JEAN, Terre-Neuve (PC)—Le premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells, reste volontairement en marge du débat référendaire dans l'espoir que le Québec et Terre-Neuve puissent éventuellement s'asseoir pour discuter de projets hydroélectriques dans le Labrador.

Au cours de la conférence des premiers ministres provinciaux qui s'est tenue cet été, Jacques Parizeau et Clyde Wells ont abordé le différend qui les oppose depuis longtemps à propos de l'hydroélectricité dans le Labrador. Ils ont aussi discuté d'une éventuelle expansion des aménagements des chutes Churchill.

Clyde Wells admet toutefois que ces questions sont reléguées à l'arrière-scène en raison du référendum québécois. Il espère cependant qu'après le référendum, les deux gouvernements pourront aborder la question du potentiel hydroélectrique de la rivière Churchill, source de tension dans les relations entre les deux provinces.

Le premier ministre Parizeau a indiqué à son homologue terre-neuvien que le Québec serait prêt à discuter d'un corridor hydroélectrique qui permettrait à Terre-Neuve de vendre aux États-Unis de l'électricité produite par un éventuel projet sur la basse Churchill.

Jacques Parizeau a ajouté qu'il ne comptait pas modifier le contrat qui traite des 5200 mégawatts produits sur la haute Churchill. Ce contrat arrive à échéance en 2041.

Personne n'exploite le potentiel énergétique de cette région à l'heure actuelle. Une entente sur le transport de l'électricité en sol québécois se doit d'être conclue avant que des projets, publics ou privés, soient mis de l'avant.

Un document fédéral dont le quotidien torontois *The Globe and Mail* a obtenu copie soutient que le projet des chutes Churchill pourrait faire les frais d'une riposte fédérale à l'encontre d'une victoire du OUI. Le document daté de décembre 1994 explique qu'Ottawa pourrait utiliser ses pouvoirs en matière de commerce pour interdire le transit en sol québécois de toute exportation d'électricité produite par les aménagements des chutes Churchill.

Durant 5 jours!

Du mardi 24 octobre au samedi 28 octobre.

SUPER!
PAS DE TPS NI DE TVQ*
sur les articles à prix ordinaire,
de solde ou de liquidation
TENUES GRIFFÉES
POUR FEMME

Comprend un choix de modèles portant
les griffes suivantes seulement:

- ★ Liz Claiborne
- ★ Jones New York
- ★ Peter Nygård Signature
- ★ Bianca Nygård
- ★ Nygård Collections
- ★ Rena Rowan ★ Chaus
- ★ Russ et Villager

Tailles courantes, petites et fortes. Le choix varie selon le magasin.
*Nous vous accorderons un rabais équivalent à la TPS et à la TVQ.

Tenues griffées pour femme, rayons 109, 140, 145 et 196.



la Baie

Compagnie de la Baie d'Hudson

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX®

On liquide les modèles 1995 tout de suite... PROFITEZ-EN!

23 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE 95

No 51620 TRACKER 1995 Prix de détail: 14 235\$		Spécial Martin 12 586\$*
No 50085 ASTRO VAN 1995 Modèle allongé 7 passagers Air climatisé Prix de détail: 27 200\$		Spécial Martin 20 786\$*
Corvette convertible 1995 Suburban 95 Blazer 4x4 1995		
No 50083 CHEVROLET PICK-UP S-10 Prix de détail: 14 910\$		Spécial Martin 12 686\$*
No 50031 MONTE CARLO 1995 Air climatisé Prix de détail: 24 653\$		Spécial Martin 19 886\$*
No 50704 ACHIEVA 1995 2 portes Air climatisé Prix de détail: 22 675\$		Spécial Martin 18 186\$*
No 50315 ACHIEVA 1995 4 portes Air climatisé Prix de détail: 22 852\$		Spécial Martin 17 886\$*
No 50290 BERETTA 1995 Air climatisé Prix de détail: 18 473\$		Spécial Martin 13 786\$*
No 50679 DELTA ROYALE 1995 Prix de détail: 30 645\$		Spécial Martin 23 786\$*

* Taxes et transport en sus.

MARLIN 2145, boul. Charest Ouest,
Ste-Foy, Québec
Tel.: (418) 688-1212

RÉFÉRENDUM 95

RÉFÉRENDUMS CRIS ET INUIT

Des munitions pour l'après-OUI

L'intégrité territoriale du Québec ne sera pas touchée, assure Cliche

LAVAL (PC) — Les référendums des Cris et des Inuit en rapport avec celui sur la souveraineté du Québec constituent en fait des munitions dont se dotent ces deux groupes en préparation de la partie de bras de fer qu'ils entreprendront au plan national et international dans l'éventualité d'un Québec souverain.

« Ils se positionnent pour l'après OUI à la fois aux niveaux international et national », a déclaré M. David Cliche, adjoint parlementaire du premier ministre pour les Affaires autochtones, au cours d'une interview accordée à la Presse canadienne.

« Il y a fort à parier qu'au lendemain du référendum québécois gagnant, je vais me retrouver sur le même vol que le grand chef cri Matthew Coon Come, en direction du Parlement européen. »

Pour le député Cliche, les résultats des référendums cris et inuit qui devraient être connus la semaine prochaine ne font aucun doute. Une forte majorité d'Inuit et de Cris choisiront de maintenir leur lien avec le gouvernement fédéral.

« JE SUIS BLINDÉ »

Ce qui incite le ministre Cliche à prendre la parole ces jours-ci, c'est l'inquiétude que suscitent dans la population québécoise « les prétentions territoriales et l'impact que pourrait avoir la conclusion des référendums des Cris et des Inuit ».

M. Cliche assure que les consultations qu'il a menées auprès d'autorités de la communauté internationale ne lui suggèrent aucune crainte.

« Je suis blindé. J'ai fait le tour du jardin. Je souhaite bon voyage aux Cris et aux Inuit. Il est à peu près as-

suré qu'ils ne recevront aucun appui formel dans leurs prétentions territoriales dans un Québec souverain », a-t-il soutenu.

« Nous avons l'international avec nous. Matthew Coon Come n'aura d'autre choix que de se plier à la décision de l'international », a-t-il ajouté.

M. Cliche prévoit que dans les semaines ou les mois qui suivront le référendum, si le OUI l'emporte, les pays examineront le sort qui attend la communauté anglophone et autochtone avant de reconnaître le Québec.

« La question autochtone va être un des éléments les plus importants, a dit M. Cliche. Nous sommes ici dans une

partie internationale, sans l'ombre d'un doute. Tout ce que je fais depuis 1990, à titre de consultant pour le Parti québécois et maintenant à titre de député pour le gouvernement québécois, tend à être en mesure de démontrer à la communauté internationale que toutes les mesures raisonnables ont été prises pour associer les Cris et les autres à l'amélioration de notre projet de société et que celui-ci ne leur porte pas préjudice », a-t-il fait valoir.

M. Cliche tient à ce que les autochtones sachent que toutes les consultations menées lui permettent de conclure que seront préservés « l'intégrité territoriale du Québec et le principe de la succession d'État ».

En tenant leur propre référendum, le député Cliche perçoit que les Cris et les Inuit se positionnent pour être en mesure d'exiger une participation à l'élaboration des textes constitutionnels les concernant de façon à éviter que l'État du Québec modifie leurs droits unilatéralement.



David Cliche

Le Canada anglais en a ras-le-bol

« Que les Québécois se décident une fois pour toutes »

TORONTO (PC) — Quand la question référendaire a été déposée à l'Assemblée nationale le mois dernier, l'historien torontois Michael Bliss s'est écrié: « Réveillez-moi quand ce sera fini, OK? »

Cette attitude reflète bien celle des Canadiens anglais serrant les dents lorsqu'on les invite à parler référendum. Contrairement à 1980, alors que l'attachement au Québec dominait malgré tout les sentiments de nos voisins, cette fois, ils en ont ras-le-bol et refusent de discuter.

Alors que les Québécois croient fermement à une union économique avec le reste du Canada advenant la souveraineté, les Canadiens la rejettent sondage après sondage.

Chez Angus Reid, Darrell Bricker note que depuis les dernières années, les positions se durcissent au Canada anglais. « Les Canadiens veulent que les Québécois se décident une fois pour toutes; et ils sont fâchés que cette question monopolise encore et toujours l'ordre du jour national », explique-t-il.

acceptaient l'idée d'une union économique et politique avec un Québec indépendant, aujourd'hui, 71 % la refusent.

Le passeport canadien? Le maintien des subventions aux producteurs de lait? L'utilisation d'une monnaie commune? C'est non, répondent-ils dans une proportion plus élevée que jamais.

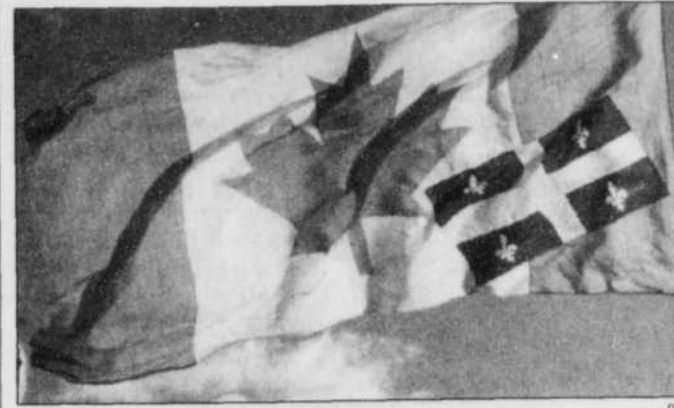
Seule l'idée de permettre la libre circulation des biens et services recueille une mince majorité de 50 %.

Parmi les provinces les plus intranquillantes, se trouvent la Colombie-Britannique et l'Ontario.

John Honderich, l'éditeur du *Toronto Star*, avance une explication: « Depuis la récession, l'humeur est maussade en Ontario. Il y a moins de civilité et de tolérance qu'avant. »

Globalement, M. Honderich pense que le refus de faire des compromis au Canada anglais s'explique par la conviction que le Québec s'est épanoui depuis le référendum de 1980 et qu'il n'a donc plus raison de se plaindre.

« Les Canadiens ne se sentent plus coupables vis-à-vis des Québécois. L'époque de la vendeuse chez Eaton qui ne parle pas français est révolue », soutient-il.



Le ton se durcit: 71% des Canadiens anglais refusent l'idée d'une union économique et politique après un OUI.

Le dernier sondage de Angus Reid démontre que ce durcissement risque d'être brutal tant pour Lucien Bouchard que pour les leaders politiques du Canada anglais qui voudraient négocier avec un Québec indépendant. Alors qu'en 1991, 60 % des Canadiens à l'extérieur du Québec

Les Franco-Ontariens sont inquiets

TORONTO (PC) — Demander à un Franco-Ontarien d'appuyer la souveraineté du Québec équivaut à lui proposer de vivre dans un nouveau Canada, plus anglais et sans doute moins généreux envers lui.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si, le 30 octobre, le Franco-Ontarien moyen croisera ses doigts en espérant que le résultat du référendum soit: NON.

« Les Franco-Ontariens n'en voudront pas aux Québécois s'ils votent OUI », lance Adrien Cantin, l'animateur de l'émission *Panorama* à la chaîne de TFO.

« On ne remet pas en question leur droit de décider. C'est leur affaire. » L'inquiétude est toutefois très forte.

« Nous avons peur de payer pour les

pots cassés, de faire les frais d'un ressac anti-français au lendemain d'un OUI », explique Jean Malavoy, directeur du Centre culturel francophone de Toronto.

« Parce que si le OUI l'emporte, on va nous taper dessus », prévient-il.

La crainte est qu'avec un OUI, la volonté politique de protéger la culture française en Ontario fonde comme neige au soleil.

DÉMÉNAGER ?

Un sondage effectué par la firme Nadeau et Associés indique que dans une proportion de 79 %, les Franco-Ontariens rejettent la souveraineté. Mais si c'est OUI, une majorité encore plus forte d'entre eux — 89 % — refusent

de déménager au Québec.

Anne Goulet, 24 ans, native de North Bay, est de la même famille que les Goulet de Saint-Bruno-de-Guigues, au Québec.

« Mes cousins sont séparatistes. Ils me proposent de déménager au Québec. Mais ils ne comprennent pas que je suis aussi fière d'être Franco-Ontarienne qu'eux sont fiers d'être Québécois ! » s'exclame-t-elle.

À Kirkland Lake, près de Rouyn-Noranda, Claude Garneau est mineur pour Barrick Gold. « Moi, si j'étais Québécois, je serais souverainiste. »

« Parce que les Québécois sont une nation à part, et le Canada refuse de le reconnaître. Pour le Québec, la meilleure chose à faire c'est de partir. »

DERNIÈRE CHANCE!

626 Cronos 1995

16 695 \$*

F4DS55 AA00

La Vente en direct Mazda prend bientôt fin, il ne reste que quelques véhicules. Faites vite avant qu'il ne soit trop tard!



* Cette offre s'adresse aux particuliers et ne peut être combinée à aucune autre offre. Elle n'est applicable qu'aux modèles en stock. Transport, préparation, immatriculation, assurances et taxes en sus. Voyez votre concessionnaire pour connaître les détails et conditions. La concessionnaire peut vendre moins cher. Cette offre est d'une durée limitée. Les véhicules en magasin peuvent différer de ceux illustrés ici.

VENTE

EN DIRECT

mazda

RÉFÉRENDUM
1 9 9 5

DU 18 AU 25 OCTOBRE 1995, C'EST LA RÉVISION SPÉCIALE!

Où que vous habitiez, vous comptez



Vous désirez apporter une modification à la liste électorale après la période de révision normale? Vous avez un dernier sursis: du 18 au 25 octobre, vous pouvez encore vous inscrire sur la liste électorale, corriger une erreur dans votre inscription ou faire rayer votre nom en vous présentant en personne entre 10 h et 21 h au bureau du directeur du scrutin de votre circonscription.

Toute nouvelle inscription sur la liste électorale effectuée lors de la révision spéciale permet de voter uniquement le jour du scrutin.

Du 18 au 25 octobre, c'est votre dernière chance de vous inscrire sur la liste électorale afin de voter le 30 octobre 1995.

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec le personnel du Directeur général des élections du Québec entre 9 h et 22 h, sept jours par semaine, en composant:

1 800 461-0422 (de l'extérieur de la région de Québec, sans frais)

(418) 528-0422 (de la région de Québec)



Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais: 1 800 537-0644



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Pierre-F. Côté, C.R.

Parce qu'un vote, ça compte

ACCIDENTS MORTELS DANS LES MINES

L'enquête sur « l'été noir » s'ouvre à Val d'Or

■ VAL D'OR (PC) — L'enquête du coroner sur les nombreux accidents mortels survenus en 1994 dans les mines de l'Abitibi s'ouvre ce matin à Val d'Or.

Sept travailleurs ont en effet perdu la vie au cours de ce qu'on a appelé l'« été noir ». Un huitième devait s'ajouter en janvier dernier.

L'enquête porte sur quatre de ces huit accidents. Le premier s'est produit le 21 juin à la mine Francoeur, près de Rouyn-Noranda. La victime a été écrasée par un monte-charge. Le deuxième est survenu neuf jours plus tard, à la mine Donald, lorsqu'un travailleur a été enseveli sous le roc qui s'est détaché du plafond d'une galerie.

On met en doute la volonté de la CSST

Un autre mineur a perdu la vie le 14 août, à la mine Sigma de Val d'Or, dans des circonstances similaires. Finalement, le quatrième accident sur lequel se penche le coroner s'est produit le 7 janvier 1995, à la mine Casa Berardi, près de La Sarre. Encore une fois, du minerai détaché de la voûte a entraîné la mort du travailleur.

Aujourd'hui et demain, des mineurs viendront témoigner; mercredi et jeudi, ce sera au tour de la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST), des syndicats et de l'Association minière du Québec (AMQ).

Cette série d'accidents soulève de nombreuses questions, affirme le syndicat des Métallos qui représente les travailleurs de plusieurs mines abitibiennes. On met notamment en doute la volonté de la CSST d'assurer une surveillance adéquate. « Il y a plus de garde-chasse dans la région que d'inspecteurs », a déjà noté le président des Métallos, Yvon Royer.

Trois des quatre accidents faisant l'objet de l'enquête sont attribuables à du roc qui s'est détaché de la galerie, des « looses » comme les appellent les mineurs, phénomène qui demeure la grande hantise des travailleurs.

Plusieurs sans-abri



Un incendie a complètement détruit un immeuble de 15 logements, samedi soir à Vancouver, jetant sur le pavé tous les occupants, y compris la propriétaire de ce mignon chat nommé « Lovey » qui n'a dû sa survie à l'intervention rapide du pompier Randy Garoff.

EN BREF

Mobilisation dans les hôpitaux

Les syndiqués touchés par les fermetures d'hôpitaux ou les réaménagements ne perdent pas espoir de renverser la décision de Québec. Le Syndicat canadien de la fonction publique réuni en congrès

biennal à Montréal et représentant près de 20 000 syndiqués dans le secteur de la santé au Québec tente de mobiliser ses membres. Le vice-président du Conseil provincial des affaires sociales du SCFP, Guy Croteau, admet que plusieurs syndiqués ne se sentent pas touchés. Il rappelle qu'en raison des déplacements, tout le monde est affecté. Le syndicat planifie une marche de la Santé. (PC)

Pêcheurs à l'oeil

Ottawa renforce la surveillance par satellite

■ HALIFAX (PC) — Le Canada garde de plus en plus ses pêcheurs à l'oeil grâce à un nouveau système de surveillance par satellite.

Les bâtiments de pêche seront bientôt obligés de transporter un appareil qui indiquera automatiquement à un satellite leur position à différents moments. Le satellite pourra ainsi les suivre à la trace sur le vaste océan, à quelques dizaines de mètres près.

Ce type de technologie fait ses premiers pas au Canada, alors que des pays comme les États-Unis, la Norvège et l'Argentine y ont de plus en plus recours.

« Ce système permettra une meilleure surveillance à moindre coût », affirme Eric Roe, porte-parole d'une importante compagnie de pêche en haute mer de l'Atlantique.

Plusieurs pêcheurs entretiennent toutefois certaines réserves. Brian Giroux, de l'Association des chalutiers de la Nouvelle-Écosse, demeure plutôt tiède à l'idée. Il estime qu'environ la moitié des pêcheurs s'y oppose.

« Ceci est la suite de « Big Brother vous regarde » et de l'idée que vous faites quelque chose de mal tant que vous n'avez pas prouvé que vous faites quelque chose de bien. » Il se réjouit cependant que les pêcheurs étrangers qui pénétreront dans les eaux canadiennes à la recherche d'espèces sous-exploitées seront tenus de se munir de transmetteurs.

La surveillance par satellite sera aussi étendue aux eaux internationales au large de Terre-Neuve — notamment autour des Grands Bancs, site de la guerre du flétan menée par Ottawa contre les pêcheurs espagnols au printemps dernier.

Le 1er janvier prochain, l'entente par laquelle l'Organisation des pêcheurs de l'Atlantique du nord-ouest avait réglé la dispute entrera en vigueur. Une de ses clauses prévoit que 35% des navires en activité dans cette zone devront se soumettre à la surveillance par satellite.

En attendant, le Canada continuera de surveiller l'océan au moyen d'outils plus conventionnels, telles la patrouille maritime, la surveillance aérienne et les inspections à bord des navires.

La Croix-Rouge ordonne le retrait préventif de certains produits sanguins

OTTAWA (PC) — La Croix-Rouge a avisé samedi tous les hôpitaux canadiens de retirer certains produits sanguins qui auraient pu être contaminés par un don de sang fait par des parents d'un Torontois décédé récemment de la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

« Il s'agit d'une mesure qui nous a été demandée par Santé Canada », a déclaré Antoine Normand, directeur des affaires publiques de la Croix-Rouge.

La Croix-Rouge précise que le re-

trait des produits sanguins est purement préventif puisqu'il n'y a aucune preuve que la maladie de Creutzfeldt-Jakob, qui attaque le cerveau, soit transmissible par le sang. L'organisme considère toutefois à risques les victimes de cette maladie et les gens de leur famille.

Au mois de juillet dernier, il en avait coûté 15 millions \$ à la Croix-Rouge pour importer des produits sanguins après qu'elle eut appris qu'une victime de la maladie de Creutzfeldt-Jakob avait donné du sang.

ÉCOLE MARTEL DANSE SOCIALE COURS VARIABLES
classe: 10-17 ans
adulte: seul ou en couple
624-2007 ou 523-7252
530-B, 63e Rue Est, Charlesbourg

BAIN EXPERT
• Émaillage
• prémoulé acrylique
• réparation d'écaillés
Estimation gratuite
Travail garanti
(418) 843-2500

Un nouveau coup de foudre.



L'Acura Integra 1996

L'Acura Integra 1996 fut conçue pour éveiller en vous une véritable passion de la route. Avec le puissant moteur DACT de 1,8 litres, 139 ch du modèle standard et le VTEC performant, 170 ch du modèle GS-R, tous deux modérés par une suspension indépendante à double fourchette assurant précision et stabilité. Avec aussi, en équipement standard, les coussins pneumatiques (SRS) pour conducteur et passager avant et l'Assistance routière pour une durée de 3 ans. Ajoutez à cela le riche intérieur de cuir, les roues de 15 po. en alliage d'aluminium et la griffe Édition Spéciale du modèle SE doté, pour le coupé, d'un becquet arrière rappelant la voiture de course et pour la berline, d'une élégante console avant similibois... et la passion est à son comble. Passez chez un concessionnaire Acura près de chez vous et venez faire un essai routier passionnant. Une vision qui inspire un élan de passion.



ACURA

La haine par Internet sera considérée comme un crime

Le fédéral prépare un projet de loi

■ OTTAWA (PC) — La diffusion de propagande haineuse au Canada par le biais de l'Internet sera considérée comme un crime si un projet de loi vient à être adopté.

Le ministère fédéral de la Justice entend criminaliser « l'importation ou l'exportation de matériel haineux » afin de contrer la circulation de la propagande haineuse sur les réseaux informatiques, révèle des documents obtenus récemment.

Certains utilisateurs y voient une menace à leur liberté

Le projet de loi se veut une réponse aux préoccupations grandissantes du public à l'endroit des racistes qui se servent du réseau Internet afin de diffuser leurs

messages diffamatoires.

Les documents fédéraux, obtenus grâce à la Loi d'accès à l'information, démontrent que les responsables du ministère de la Justice croient que les lois actuelles sont inadéquates pour empêcher la propagande haineuse de se répandre par voie informatique.

Le projet de loi interdirait par exem-

ple aux mouvements racistes du Canada de faire circuler des tracts qui nient l'existence de l'Holocauste sur Internet ou d'importer du matériel haineux de l'étranger.

Certains internautes estiment cependant que toute réglementation du contenu de l'Internet constituerait une tentative de censure qui menacerait la liberté des utilisateurs.

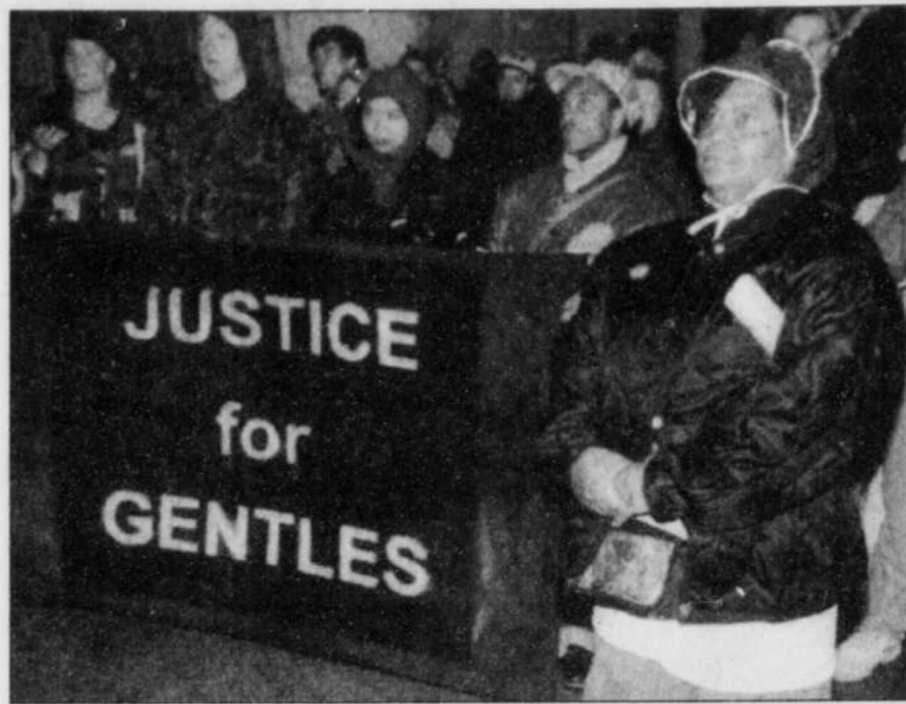
D'autres soutiennent qu'il est techniquement impossible de contrôler l'Internet, qui permet à environ 30 millions d'ordinateurs d'échanger des informations par le biais des lignes téléphoniques. Les utilisateurs peuvent aussi correspondre par courrier électronique et peuvent par ailleurs avoir accès à l'Internet par certains terminaux situés dans des endroits publics.

Les desseins du ministère de la Justice sont mentionnés dans plusieurs mémos qui ont circulé parmi les hauts fonctionnaires rattachés au Solliciteur général du Canada entre avril et juin dernier.

Les deux ministères siègent au sein d'un comité fédéral qui se penche sur les crimes haineux commis par le biais de l'Internet ainsi que sur d'autres infractions à l'endroit des minorités.

Les lois actuelles qui répriment la propagande haineuse ne portent que sur le matériel imprimé.

Manif devant la prison



Carmeta Gentles (à droite), la mère du détenu Robert qui est mort dans des circonstances mystérieuses il y a deux ans après avoir été extrait de force de sa cellule du pénitencier de Kingston, était à la tête d'un groupe de manifestants qui ont paradé devant les portes de l'Institution, samedi soir, pour réclamer le rétablissement des accusations contre six gardiens de la prison.

EN BREF

Héritiers «lésés»

Une centaine d'héritiers des Gagnon, Mercier et Girard, venus des quatre coins du Québec, ont manifesté hier devant

l'ambassade des États-Unis à Ottawa pour réclamer les 50 milliards \$ de leurs ancêtres. La fortune de leurs ancêtres, disparus aux États-Unis au début du siècle, aurait été retracée dans le fonds consolidé des États-Unis. (PC)

Quatre morts, ce week-end

MONTREAL (PC) — Au moins quatre personnes ont perdu la vie de façon accidentelle au Québec en fin de semaine.

Un homme de 77 ans, Gérard Bourbonnais, a perdu la vie en fin de soirée samedi, dans un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur de sa maison, à Laval. Selon les pompiers, le feu aurait pris naissance au rez-de-chaussée de la résidence.

Un automobiliste est mort samedi après-midi vers 14h sur la route 117, près de Mont-Laurier. Une remorque s'est détachée du véhicule auquel elle se trouvait attachée et est allée percuter une camionnette qui venait en sens inverse, tuant son conducteur, Pierre Vaillancourt, 32 ans, de Desruisseaux.

Un résident de la municipalité d'Hébertville-Station, au Saguenay, Jean-Pierre Nadeau, 39 ans, est décédé des suites d'une violente embardée en voiture survenue sur la rue Saint-Wilbrod, vers 1h30, samedi matin. Pour une raison inconnue, M. Nadeau a perdu la maîtrise de son véhicule, qui est allé s'écraser contre un poteau.

Isabelle Paquin, 26 ans, de Saint-Adolphe-d'Howard dans les Laurentides, a trouvé la mort après avoir été happée par une automobile vendredi soir à Saint-Eustache. L'accident est survenu vers 19h20 au moment où elle traversait la route 148.



Prenez soin de votre véhicule avant que ça soit urgent.

Freins

99⁹⁵\$

- Le prix indiqué ci-haut comprend:
- Plaquettes et segments garantis à vie.
 - Pièces et main-d'œuvre garanties 1 an.
 - Techniciens GM certifiés.
 - Remplacement des plaquettes avant par des garnitures AC Delco.
 - Vérification élaborée des étriers, du maître cylindre et des freins arrière.
 - Ajustement du niveau d'huile.

Excluant les véhicules commerciaux.

Vidange d'huile et inspection complète en 15 points

28⁹⁵\$ En moins de 29 minutes ou la prochaine est gratuite!

- Remplacement du filtre, lubrification du châssis et utilisation de l'huile à moteur de qualité GM Goodwrench.
- INSPECTION EN 15 POINTS**
- Vérification et remplissage de ce qui suit: freins, servodirection, lave-glace, différentiel, boîte transfert et boîte de vitesses.
 - Inspection complète: pneus (pression et usure), filtre à air, liquide de refroidissement, boyaux, essuie-glaces, courroie d'entraînement, batterie (câble et brides), phares et feux.

Système d'échappement

119⁹⁵\$

- Le prix indiqué ci-haut comprend:
- Silencieux garanti à vie.
 - Pièces et main-d'œuvre garanties 1 an.
 - Remplacement des tuyaux arrière et intermédiaire, du silencieux et des attaches.
 - Pièces conçues spécialement pour les voitures GM.
 - Service disponible pour toutes les marques de véhicules.

Prix basé sur les Cavalier et Sunbird 1.8 L, 2.0 L et 2.2 L 4 cyl. des années 1985 à 1991. Excluant turbo et familiale. Voyez votre concessionnaire Goodwrench participant pour tous les détails.



PASSEZ CHEZ NOUS AVANT D'ALLER AU GARAGE

Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures et camionnettes GM. TPS et TVQ en sus. Voyez votre concessionnaire Goodwrench participant pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à coût moindre.

Les professionnels Goodwrench en santé automobile:

Maurice Roy Chevrolet Oldsmobile Buick Pontiac Beauport 666-9900

Raymond Plourde Automobiles La Pocatière 856-2621

Garage Florent Bégin Lac Etchemin 625-6101

B. Dupont Auto Lac Etchemin 625-6701

Laquerre Pontiac Buick Laurier Station 728-4233

Claudette Chevrolet Oldsmobile Lévis 835-1171

Guy Thibault Pontiac Buick Cadillac Montmagny 248-7122

Automobiles Giguère Québec 529-6551

Paré Chevrolet Oldsmobile St-Anselme 885-4471

Automobiles National St-Georges Est 228-8838

J.W. Morin Auto St-Georges Est 228-8901

Poulin Pontiac Buick St-Honoré 485-6164

Germain Automobiles St-Raymond 337-2226

Sauvageau Pontiac Buick St-Raymond 337-2204

Cécil Blodreau Autos Ste-Anne-de-Beaupré 827-3773

Laurier Pontiac Buick Ste-Foy 659-6420

Marin Chevrolet Oldsmobile Ste-Foy 688-1212

Drouin & Frères Auto Ste-Marie 387-6601

Leblond Automobiles Theford Mines 335-9111

Bisson Chevrolet Oldsmobile Theford Mines 335-7571

Carlier Pontiac Buick GMC Val-Bélair 847-6000

Ant. Labbé Vallée Jonction 253-5451

Fournier Chevrolet Oldsmobile Val-de-Fleur 687-5170

F.R. Dallaire Lac Mégantic 583-0110

Automobiles Deschallons Deschallons 292-2010

LE MONDE

200 villageois tués au Sri Lanka



Des policiers examinent les corps de villageois tués par les rebelles tamouls. Près de 200 personnes ont été tuées en 24 heures, a affirmé hier un porte-parole militaire. 197 personnes ont été tuées samedi, dont 14 soldats et 106 rebelles tamouls dans la péninsule de Jaffna (nord), et 73 villageois cinghalais égorgés dans leur sommeil dans l'est de l'île. Quatre autres personnes ont été tuées samedi à Colombo: deux civils pris dans un échange de coups de feu et deux Tamouls lynchés à mort par la foule. La prise de Jaffna, place-forte de la guérilla séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), par les forces gouvernementales serait imminente.

Les USA s'activent contre le cartel de Cali

■ NEW YORK (d'après AFP) — Décidés à accélérer le démantèlement du cartel de Cali, les États-Unis ont décidé hier de geler les biens de 80 sociétés et ressortissants colombiens qui lui seraient liés et ont annoncé leur intention de faire pression sur les pays qui aident au blanchiment de l'argent sale.

Ces mesures ont été rendues publiques par la Maison-Blanche peu après que le président Bill Clinton eut appelé la communauté internationale, du haut de la tribune de l'assemblée générale de l'ONU, à privilégier désormais la lutte contre les fléaux modernes, parmi lesquels le trafic de drogue.

« Avec les autorités colombiennes, nous avons frappé les cartels qui contrôlent le marché mondial de la cocaïne », avait déclaré M. Clinton. « Il y a deux ans, ils vivaient comme des milliardaires, hors de portée de la loi. Maintenant, beaucoup sont des prisonniers derrière des barreaux ».

Il était toutefois difficile, hier soir, d'évaluer l'effet que les deux mesures prises par le président américain auraient sur le cartel de Cali.

À la suite de l'arrestation le mois dernier de Miguel Angel Rodriguez Oreluela, devenu leader du cartel

après que son frère Gilberto soit tombé en juin aux mains de la police, le patron de la lutte anti-drogue aux États-Unis, Lee Brown, avait assuré que « le cartel s'effondrerait ».

De source américaine, on estime que ce cartel représente 80% de la cocaïne et 15% de l'héroïne importées aux États-Unis.

L'annonce de ces mesures survient alors que les relations entre Washington et Bogota ont connu récemment une forte tension, divers incidents amenant Washington à douter de la détermination des autorités colombiennes à briser le cartel.

Mais hier, Robert Gelbard, secrétaire d'État adjoint chargé de la lutte contre le trafic de drogue, a estimé que les opérations de la police colombienne « se sont réellement améliorées de manière spectaculaire » ces derniers mois tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Colombie.

Chirac et Zéroual ne dialogueront pas

■ NEW YORK (AFP, AP, Reuter) — La France et l'Algérie se sont mutuellement rejeté la responsabilité de l'annulation, hier, de la rencontre controversée des présidents Jacques Chirac et Liamine Zéroual, prévue à New York, que les islamistes les plus radicaux considéraient comme la « preuve » du soutien de Paris à la « junte » d'Alger.

Cette annulation surprise illustre les difficultés du dialogue entre Alger et son ancienne puissance coloniale, de plus en plus impliquée dans le conflit algérien.

Le Groupe islamique armé (GIA), qui a revendiqué la campagne d'attentats commis en France depuis le début de l'été (7 morts et 180 blessés), avait exigé l'annulation de cette rencontre, en menaçant de poursuivre ses attentats « au cœur » de la France.

MM. Chirac et Zéroual devaient se rencontrer hier ou aujourd'hui dans le cadre des cérémonies du 50^{ème} anniversaire de l'ONU à New York. On avait remarqué qu'à New York tous deux étaient descendus dans le même hôtel et dans des appartements situés à des étages contigus. Ils ne se sont finalement vus qu'une dizaine de minutes pour constater leur désaccord, en présence du secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali.

Les deux pays peuvent tirer parti de cette controverse : Paris se lave du soupçon de soutenir inconditionnellement le pouvoir algérien, alors que le président Zéroual peut se poser en dé-

Alger voulait un entretien public et Paris un tête-à-tête privé

fenseur de la « dignité » et de la « souveraineté » de son pays.

La polémique entre les deux capitales intervient au premier jour de la campagne pour l'élection présidentielle du 16 novembre en Algérie, dont le général Zéroual est donné pour favori. Ce scrutin est boycotté par l'opposition alliée aux islamistes.

Le président français a expliqué à la presse que la rencontre avait été « reportée » par les Algériens en raison d'un désaccord sur « les modalités » de celle-ci : Alger demandait que l'entretien soit entouré d'une grande « publicité médiatique sous l'œil des caméras et des photographes », ce que M. Chirac a refusé.

« Je n'ai pas cru devoir répondre à cette exigence », a-t-il dit, car « je concevais cet entretien comme un entretien de travail avec le chef de l'État actuel et que, la campagne électorale ayant commencé, je ne voulais pas qu'il y ait d'ambiguïté avec le candidat ».

La version donnée par la France a été implicitement confirmée par les autorités algériennes qui ont été les premières à annoncer depuis Alger l'annulation de l'entretien. « L'Algérie n'a pas pour habitude d'assumer sa diplomatie en rasant les murs », a déclaré Alger. On a également répété les accusations contre Paris diffusées un peu plus tôt à Alger, critiquant la « persistance d'attitudes unilatérales et l'escalade dans des propos publics qui peuvent s'assimiler à une atteinte à la dignité et à la souveraineté du peuple algérien ».

Le porte-parole a aussi dénoncé des « gesticulations médiatiques » et des « propos officiels manifestement tendancieux et parfois même outrancièrement malveillants à l'égard de l'Algérie ». Il a aussi affirmé que le principe de la rencontre Chirac-Zéroual avait été retenu, fin juillet, à Tabarka (Tunisie) et « sur proposition de M. de Charette », le ministre français des Af-

aires étrangères, ce que ce dernier a aussitôt démenti.

Ces propos manifestent en tout cas l'irritation d'Alger qui cherchait à obtenir une légitimité internationale au sein d'un rassemblement inégalé de dirigeants mondiaux, mais qui ne vou-

8 morts, 82 blessés dans un attentat en Algérie

■ ALGER (d'après AFP) — Huit personnes ont été tuées et 82 autres blessées par l'explosion d'un véhicule piégé, hier, dans l'ouest de l'Algérie, au premier jour de la campagne électorale pour le scrutin présidentiel, une élection rejetée par les groupes islamistes.

Cet attentat, l'un des plus meurtriers de ces dernières semaines, a été commis en milieu de journée dans le centre de Relizane (200 km à l'ouest d'Alger), selon les services de sécurité.

Trois enfants de six, huit et neuf ans figurent parmi les victimes de l'explosion qui a endommagé une vingtaine d'habitations de Relizane, une ville située dans une région où les groupes armés sont très actifs.

Les groupes islamistes, notamment le Groupe islamique armé (GIA), ont multiplié les menaces, les attentats, les sabotages et les assassinats pour tenter d'empêcher la tenue du premier tour du scrutin, le 16 novembre.

L'attentat visait le siège de la police communale, selon des informations non confirmées par les autorités. Quatre cités, abritant des policiers et leurs familles, ont déjà été touchées par des attentats depuis six mois.

À Alger, une explosion a aussi été entendue hier matin à Baraki, dans la banlieue est, mais aucune précision

l'ait pas d'un rendez-vous quasi-clandestin avec M. Chirac.

Tout en se défendant de vouloir s'ingérer dans les affaires algériennes, M. Chirac avait l'intention de plaider pour une ouverture démocratique en Algérie et un large dialogue, alors que l'affrontement entre l'armée et les islamistes a fait quelque 30 000 morts depuis 1992. Depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, les relations entre les deux pays sont restées passionnelles. Deux millions d'Algériens sont établis en France.

n'a pu être obtenue sur ses circonstances.

Le chef du gouvernement Mokdad Sifi avait récemment annoncé que la sécurité des quelque 32 000 bureaux de vote serait renforcée.

Les autorités avaient commencé, dès le 1^{er} jour, à rappeler des milliers de réservistes de l'armée pour l'encadrement du scrutin. Au cours des derniers mois, plus de 16 000 gardes communaux ont été déployés pour appuyer les forces de sécurité.

Le journal privé *El Watan* a noté hier que la campagne débutait dans un climat sécuritaire « toujours pesant », dans un commentaire titré « un saut dans l'inconnu », alors que *Le Matin* évoquait la « campagne de la peur ».

À Alger, les trois adversaires du président Zéroual, favori du scrutin, se sont lancés à la conquête des quelque 14 millions d'électeurs. Mais dans les rues de la capitale, rien n'indiquait que le pays était entré en campagne.

Le Français ne craint pas les attentats terroristes

■ PARIS (AFP, Reuter, AP) — La plupart des Français ne craignent pas d'être victime d'un attentat et se déclarent satisfaits de la politique du gouvernement contre le terrorisme, selon un sondage publié aujourd'hui par le quotidien *Le Figaro*.

74% des personnes interrogées craignent peu (41%) ou pas du tout (33%) les actions terroristes, indique cette enquête de la Sofres. 50% d'entre eux sont toutefois beaucoup plus attentifs aux paquets abandonnés. 11% des personnes interrogées déclarent hésiter à prendre les transports en commun et 5% ont peur de sortir de chez elles.

La fréquentation du métro express régional, cible de deux attentats à l'explosif en juillet et en octobre, a baissé de 7 à 8% en août et de 4 à 5% en septembre, a indiqué la direction du métro.

Par ailleurs, 91% des Français approuvent les moyens mis en oeuvre pour lutter contre le terrorisme (56% « tout à fait » et 35% « plutôt »), tels que le déploiement de l'armée dans les lieux publics ou appel à la vigilance des citoyens.

Toutefois, ils ne sont plus que 58% à estimer efficace (28% très efficace et 30% assez efficace) la surveillance étroite et l'expulsion des personnes

proches des milieux islamistes.

Pour 81% des Français, il y a un risque important que les islamistes aient une grande influence sur les jeunes des banlieues dans les années à venir.

Enfin, 61% des personnes interrogées souhaitent que la France ne change pas sa politique vis-à-vis de l'Algérie, alors que 31% voudraient que Paris prenne ses distances avec le gouvernement algérien.

Le sondage a été effectué les 20 et 21 octobre auprès d'un échantillon représentatif de 861 personnes.

Par ailleurs, les attaques au moyen d'explosifs artisanaux se multiplient depuis une semaine dans certains quartiers de Strasbourg, après une poussée de fièvre à Mulhouse, indiquée la police et la préfecture du Bas-Rhin.

Dans la nuit de samedi à hier, une rame de tramway a ainsi été attaquée par « une dizaine de jeunes » alors qu'elle s'arrêtait au terminus du Mailon, dans le quartier populaire de HautePierre à Strasbourg.

Chrétien donne sa recette pour sauver l'ONU

■ NEW YORK (PC, Reuter, AFP) — Le premier ministre Jean Chrétien a présenté hier sa recette pour une réforme réussie de l'Organisation des Nations unies:

- obliger les pays membres à payer leur quote-part, quitte à réviser le barème des contributions pour refléter les réalités économiques actuelles;
- rendre le Conseil de sécurité plus transparent et plus représentatif;
- intervenir plus rapidement en situation de crise;
- revoir le mandat des institutions spécialisées;
- s'attaquer au gaspillage et aux pratiques non efficaces au sein de l'organisation.

M. Chrétien a fait ces recommandations en moins de cinq minutes, dans le cadre des cérémonies entourant le 50^{ème} anniversaire de l'ONU. Le premier ministre canadien a en effet participé à un véritable marathon de discours, impliquant 204 chefs d'État et de gouvernement et de responsables d'organisations internationales, qui ne prendra fin que demain.

À part le président américain Bill Clinton, qui ouvrirait la séance hier matin avec un discours de 15 minutes,

tous devaient se limiter à cinq minutes.

Même le président cubain Fidel Castro, qui avait prononcé un discours de plus de quatre heures à sa première apparition aux Nations unies au début des années 80, a respecté cette limite.

M. Chrétien a affirmé que le monde avait plus que jamais besoin des Nations unies, notamment pour maintenir la stabilité internationale et s'attaquer aux problèmes qui ne respectent aucune frontière, comme le sida, les drogues ou le terrorisme.

Par ailleurs, la fille de Fidel Castro a manifesté hier avec d'autres exilés cubains devant la mission cubaine

aux Nations unies pour réclamer l'abandon du pouvoir par son père.

Alina Fernandez Revuelta, le poing levé, brandissait une pancarte proclamant « No Castro, No problem ». Elle a ensuite posé devant une statue de la Vierge de la Charité, patronne de Cuba.

Non loin de là, un autre groupe manifestait contre l'embargo commercial imposé par les États-Unis à Cuba depuis 34 ans.

Mais Alina Fernandez Revuelta, qui a fui son pays l'an dernier en se faisant passer pour une touriste espagnole, a affirmé que la levée de l'embargo ne ferait que maintenir son père

au pouvoir plus longtemps.

« Castro doit partir. Nous essayons tous d'obtenir un durcissement de l'embargo », a-t-elle dit.

Castro s'est retranché sur ses positions hier, rejetant le multipartisme, sa démission et l'embargo américain, au cours d'une interview d'une heure à la chaîne américaine d'information CNN. « Pour le moment nous n'envisageons pas » d'introduire le multipartisme, a cause des luttes politiques, qui disloqueraient la société cubaine a-t-il déclaré. Il a expliqué que la direction cubaine ne « peut se permettre de diviser, fragmenter le pays », ni de « renoncer au parti unique ».

OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II
Président et Éditeur GILBERT LACASSE
Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE
Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON
Directeur de l'information ANDRÉ FORGUES

EDITORIAL

L'ONU fête ses 50 ans

Les Nations unies célèbrent en ce moment leur 50e anniversaire de naissance: un défilé de politiciens, dans l'ensemble très honorables mais d'autres à la réputation douteuse, feront aujourd'hui et demain leur petit tour de scène au siège social de New York. Sans discrimination aucune, ils auront droit à cinq petites minutes de gloire, tandis que le seul résultat tangible de la fête sera la publication, demain, d'une déclaration commune fourmillant de voeux pieux sur sa réorientation et sa réorganisation.

Des hauts fonctionnaires aussi hautement payés, des pratiques administratives et budgétaires lamentables (son personnel en Somalie habitait des logements neufs climatisés: quel coup pour leur crédibilité!), des querelles sans fin, des membres qui dans un geste de mauvaise foi rarement égalé refusent de payer leur cotisation, une réputation d'inefficacité prouvée en Bosnie: et pourtant, ils fêtent! Hé! oui, ils fêtent, et ont raison de fêter. Car les Nations unies symbolisent, malgré une avalanche de défauts, ce qu'il y a de meilleur dans la nature humaine, la volonté de vivre en paix et en toute liberté. Il suffit d'imaginer un monde sans l'ONU pour réaliser ce que l'organisme fondé en 1945 à San Francisco signifie.



Raymond Giroux

Du Sommet de la terre de Rio à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, du maintien de la paix à Chypre aux incessants efforts pour normaliser le Cambodge ou l'Angola, de la victoire sur la variole au Traité de non-prolifération nucléaire, les petites et grandes victoires s'additionnent.

Les cyniques s'intéressent d'abord aux échecs, souvent lamentables, de l'ONU. La liste leur permet de déblatérer pendant des heures sur le célèbre « machin » décrié par le général de Gaulle en son temps. Mais n'oublions jamais ses 35 missions de paix et les 30 millions de réfugiés qu'elle a sauvés de la mort.

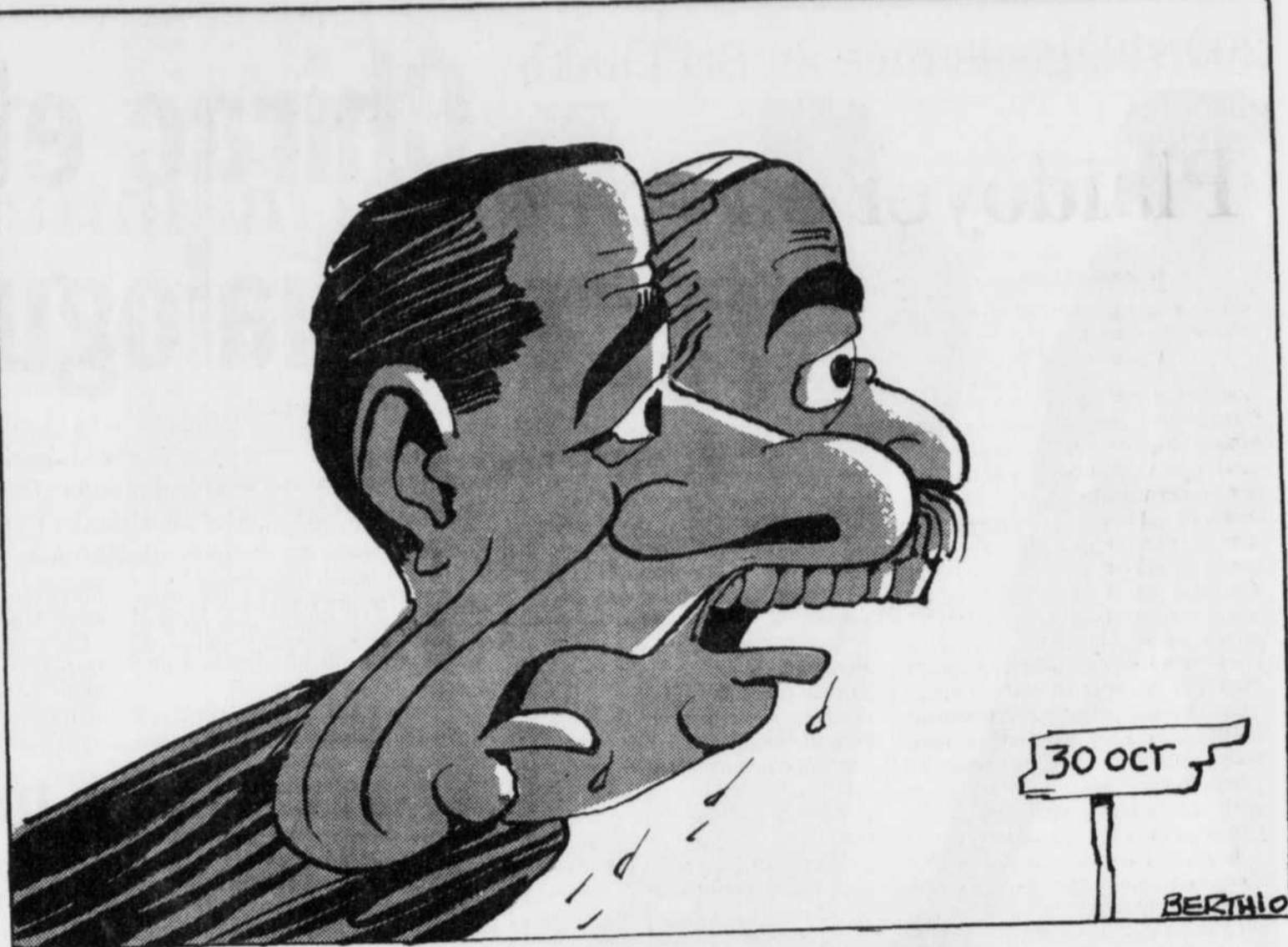
Les 51 membres fondateurs se sentent sans doute perdus parmi la horde des nouveaux membres, 185 au total, comme quoi le nationalisme n'est pas encore mort. Les règles du jeu établies par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ont fait leur temps.

La présence de cinq membres permanents dotés d'un droit de veto au Conseil de sécurité n'a plus aucun sens. La chute de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide ont rendu ce droit caduc, dans les faits. Il revient à ceux qui le détiennent (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie et Chine) d'y renoncer dans le cadre de l'essentielle révision du fonctionnement de l'ONU en cours d'accouchement fort difficile.

Les utopistes des derniers siècles rêvaient d'un gouvernement mondial, ce que ne sont pas et ne seront jamais les Nations unies. Une telle organisation ne peut jamais régler les affaires intérieures d'un de ses membres, et le droit d'ingérence, si nouveau et si attirant soit-il, fait partie des concepts à manipuler avec le plus grand soin.

Mais l'ONU manque de nerfs pour réagir dans des cas urgents ou évidents comme le Rwanda ou la Bosnie. Une force rapide d'intervention s'impose, comme le suggère d'ailleurs le Canada. Il suffit parfois de peu pour éviter une guerre: en ce moment, 1100 soldats isolent la Macédoine du conflit yougoslave et des zones d'instabilité albanaises. Sans leur arrivée au bon moment, en 1992, le conflit aurait certainement débordé sur cette autre ex-république yougoslave.

Il faut réformer les Nations unies, en redresser le fonctionnement, en assainir les finances, lui donner une vigueur sur le terrain. Mais il faut aussi lui souhaiter de vivre un autre demi-siècle au moins!



CARREFOUR DES LECTEURS

De quoi parle Mme Pagé?

La Une du SOLEIL du samedi 14 octobre, sous la plume du journaliste François Pouliot, est certes pour le moins inhabituelle et les enseignantes et enseignants du Québec de toutes catégories doivent s'interroger sur cet événement. En effet, dans le cadre de l'entrée des enseignantes et enseignants de la CEQ dans la campagne référendaire, Mme Pagé, présidente de la CEQ, demande au ministre de l'Éducation d'être têtu avec M. Larose, président de la CSN, dans la négociation des cégeps afin de ne pas lui créer de problème. Que se passe-t-il avec elle?

Pourquoi les enseignantes et les enseignants des cégeps deviennent-ils la cible de cette dite « représentante syndicale »? Plusieurs croient que c'est parce que les gens de la FNEEQ-CSN ne sont pas ses membres? C'est un peu court, surtout quand on sait que ses propres membres, qui forment environ 10% des enseignantes et enseignants du niveau collégial, ont accepté une entente de principe qui contient une clause remorque. Cette clause est claire: les profs des cégeps affiliés à la CEQ ne seraient pas pénalisés si les profs des cégeps de la CSN ou de la FAC obtenaient plus que celles et ceux de la CEQ. Son geste n'est donc pas seulement une nuisance pour les membres de la CSN mais aussi pour ses propres membres. Alors, de quel malaise ou de quel problème Mme Pagé parle-t-elle? D'avoir délaissé la négociation pour que ses membres, dont la très grande majorité est composée de profs du secondaire, entrent rapidement dans la campagne référendaire? D'avoir incité ses membres du collégial à accepter une entente seulement par solidarité avec les profs du secondaire? A-t-elle peur que ses membres se rendent compte que la CSN, même si elle participe à la campagne référendaire, poursuit la négociation afin d'obtenir un règlement satisfaisant? La grogne de l'Alliance des profs de Montréal doit tout de même inquiéter Mme Pagé. L'appareil syndical de la CEQ est-il plus important que l'ensemble des membres qu'elle représente? Quelle bureaucratie, lorsqu'une présidente de centrale supplie un ministre de ne pas régler une convention collective d'un groupe pour ne pas nuire à sa cen-

trale. Que fera M. Garon? Que fera M. Parizeau? Aurait-ils réglé avec la CEQ en lui promettant de mettre la CSN au pas dans l'enseignement? Le futur nous le dira.

Se battre pour l'amélioration de l'enseignement au Québec, même pendant une campagne référendaire, ce n'est pas risquer de nuire à la mise en place d'un pays, c'est plutôt vouloir construire un pays à la hauteur des aspirations de ses citoyennes et citoyens, entre autres, les jeunes et les personnes à statut précaire. Le plus cocasse dans cet article est la demande que Mme Pagé a faite au journaliste pour qu'il respecte son code de déontologie et ne publie pas sa conversation avec M. Garon. Mais, Mme Pagé, quel est votre code de déontologie? Ce fut un jour bien sombre pour le syndicalisme. Notre seule consolation est qu'aujourd'hui, cette information est maintenant publique. *Lynne Boyer et cinq autres membres du Syndicat Québec*

Pour du cinéma sans têtes!

Vous projetez de construire bientôt de nouveaux cinémas aux Galeries de la Capitale, à Québec? Soit. Sera-t-il possible à « tout » client de voir « tout » l'écran au complet, peu importe sa grandeur et celle des personnes assises en avant de lui? Je l'espère. C'est une question de respect pour tout consommateur, peu importe sa grandeur. En plus, pourquoi pas un long siège afin d'y appuyer la tête? Merci pour l'attention portée à cette lettre et à celle de vos clients. *Diane Doyon Québec*

Contingenter l'université

Notre main-d'oeuvre actuelle, au Québec, est le reflet même de nos politiques sur l'éducation. On dit actuellement que l'emploi des jeunes est précaire et intermittent, que la pauvreté et le chômage sont devenus réalité et pourtant certains avancent le chiffre de 70 000 emplois non comblés parce que notre main-d'oeuvre est non qualifiée. Ce qui se passe est pourtant simple. Parmi les pays industrialisés, nous sommes

celui où, actuellement, le taux de diplômés universitaires est le plus haut, hormis en recherche. Ceux qui le vivent savent comment la compétition est devenue forte pour se trouver un emploi dans des domaines d'études comme l'administration, les communications, la psychologie, l'enseignement, le droit, etc. Pourquoi ne pas contingenter ces domaines d'études pour les régler sur l'offre réelle d'emploi comme on le fait déjà en d'autres domaines? Bien sûr, on tombe dans le problème de financement des universités mais, tôt ou tard, il faudra s'y attaquer car nous payons tous trop pour cela. Il est prouvé que lorsqu'on facture l'utilisateur, il y a des économies réalisées.

Ce n'est pas rendre service à tout le monde que d'accéder aux études supérieures à tout prix. L'étudiant pris au piège se retrouve endetté, bien souvent aux frais de ses concitoyens (prêts et bourses). Contingenter non pour réduire l'accessibilité, car de toute manière, un employeur va choisir les meilleurs en bout de ligne, mais pour permettre une meilleure réflexion des jeunes dès le secondaire-collégial. Les orienteurs devraient être constamment informés des secteurs à forte offre d'emploi et le dire aux jeunes. Certains jeunes décrochent actuellement de leurs études secondaires ou collégiales car ils voient le processus trop long et se demandent qu'est-ce que ça va leur apporter de faire des études universitaires pour ne pas travailler en bout de ligne. Développons des chercheurs et des techniciens et arrêtons de sortir des bachelariats de nos universités et les 70 000 emplois seront comblés et plus encore, car nous pourrions mieux nous faire valoir sur les marchés internationaux, car notre main-d'oeuvre a besoin plus que jamais d'être diversifiée et complémentaire.

On dit que les économies de certains pays comme le Japon, les États-Unis ou Singapour se portent beaucoup mieux que la nôtre. C'est parce que l'on mise sur la valeur ajoutée, soit le développement des ressources jusqu'à en faire un produit fini. Nous n'avons pas la diversité et la complémentarité de main-d'oeuvre pour jouer au même niveau. Faisons des produits finis avec notre bois et notre aluminium ici et arrêtons d'envoyer nos ressources à l'étranger à l'état brut à l'étranger. Mais commençons par créer des conditions pour le faire...

Rémi Villeneuve Québec

Cégep: une lutte pour les conditions de travail

Pauline Jean

Professeure de philosophie au cégep de Sept-Îles.

(Lettre à l'Association des cadres des collèges du Québec.)

J'apprends, par l'intermédiaire du quotidien LE SOLEIL du vendredi 6 octobre, que votre association, non contente de dénoncer nos moyens de pressions, se permet un procès d'intention à l'égard des enseignantes et enseignants du collégial. Je cite:

« Pour eux (enseignants et enseignantes), il ne s'agit nullement de préserver la qualité de l'éducation, mais de maintenir à n'importe quel prix des conditions d'emplois enviables à bien des égards ».

D'abord, quand on prétend dénoncer les intentions cachées d'un

groupe de personnes ou d'une personne comme vous le faites dans votre communiqué, cela se nomme un sophisme et plus précisément un coup bas déguisé en raisonnement et, dans ce cas, un procès d'intention.

C'est ce que les élèves du collégial ont l'occasion d'apprendre dès leur première session au cours de philosophie et rationalité. Soyez assurés que je me ferai un plaisir de leur en montrer un exemple concret...

Ensuite, je ne peux accepter de telles attaques contre notre professionnalisme. Depuis trois ans, les enseignantes et enseignants du collégial tentent, par du perfectionnement, des rencontres et du travail personnel l'été et les fins de semaine, de se remettre à la réforme Robillard, ensuite à la réforme Garon. C'est du temps

supplémentaire que nous effectuons bénévolement, en plus de celui que nous faisons déjà.

De plus, les exigences de la réforme forcent quotidiennement les professeurs à trouver toutes sortes de stratégies pédagogiques qui permettent aux élèves du secondaire de mieux effectuer l'arrimage au collégial à cause d'un plan qui s'est enclenché à l'envers. C'est sur nous que porte cette tâche avec en plus toute la pression que vous exercez pour que nous augmentions la réussite scolaire de l'établissement.

Nous qui sommes dans les classes savons très bien l'ampleur de la tâche

à accomplir. Ceci étant dit sans dénigrer le travail d'enseignement au secondaire.

Chacun fait ce qu'il peut avec les moyens qu'il a, n'est-ce pas? En tant qu'anciens enseignants, pour la plupart, seriez-vous prêts à vous taper la correction de 150 copies d'une simple dictée en fin de semaine, juste pour constater les di-

Il n'est absolument pas question d'accepter des solutions qui auront pour effet de diminuer le service à l'élève

mensions de la tâche à accomplir? Ce serait peut-être intéressant, cela vous rappellerait des souvenirs et vous permettrait sûrement de réfléchir sur nos conditions de travail « enviables ».

La lutte que nous menons pour des conditions acceptables est essen-

tielle, car la qualité de l'enseignement en dépend. Si le gouvernement augmente le nombre de nos heures de cours, le nombre de nos préparations de cours, le nombre d'élèves dans nos classes, nous aurons moins de temps pour faire de l'encadrement pour les élèves en difficultés, pour préparer nos cours, pour corriger les examens.

Nous avons déjà proposé au ministre Garon des moyens pour réaliser des économies, mais pour nous il n'est absolument pas question d'accepter des solutions qui auront comme effet de diminuer le service à l'élève, au contraire, et nous l'avons prouvé en proposant de réserver une heure de disponibilité par semaine pour venir en aide spécifiquement aux élèves en difficultés d'apprentissage.

OPINIONS

RÉFÉRENDUM 95

MON CHOIX : NON

Plaidoyer en faveur du maintien du lien fédéral

Raymond Garneau

Ex-député à l'Assemblée nationale et à la Chambre des communes et ex-ministre des Finances du Québec.

L'enjeu véritable de l'actuel débat référendaire est de savoir sous quel régime politique les Québécoises et les Québécois pourront le mieux se réaliser individuellement et collectivement: dans un régime où le Québec deviendrait un État souverain ou dans un régime où le Québec poursuivrait son développement à l'intérieur du cadre fédéral canadien? La réflexion que je vous propose aujourd'hui se situe dans un contexte bien différent de celui auquel le jeu partisan nous a habitués depuis un certain nombre de semaines. Plutôt que de dépeindre les conséquences néfastes de l'accession du Québec à la souveraineté, chose que d'autres avant moi ont fait, je voudrais me porter à la défense du concept de fédéralisme et présenter ici ce que je me risque d'appeler les « vertus du fédéralisme canadien ».

Car il doit bien en avoir des vertus, ce fédéralisme, puisque c'est à l'intérieur de ce système que le Canada et le Québec ont pu se développer et prospérer, jusqu'à devenir l'une des sociétés les plus enviables de la planète.

LES VERTUS DU FÉDÉRALISME CANADIEN

Le défi que les peuples de toutes les époques ont eu à relever a été de concevoir un mode d'organisation qui permette à leurs citoyens de vivre et de se développer dans le respect de certaines valeurs fondamentales. Au nombre de ces valeurs figurent, dans une société moderne, celles de la paix, de la liberté, de la démocratie, de la tolérance, de la justice, du bien-être économique, de l'équité sociale, de la protection de l'environnement et, d'une façon plus générale, de l'épanouissement personnel.

La question que l'on doit se poser dans le cadre du débat actuel est donc de savoir si le régime fédéral canadien a permis aux Québécoises et aux Québécois de s'épanouir et de se réaliser pleinement dans le respect de ces valeurs fondamentales. Or, la réponse à cette question m'apparaît d'une clarté limpide: le régime fédéral canadien

constitue, pour tous les observateurs qui l'analysent avec un oeil objectif un mode d'organisation qui a permis au Québec de maintenir un régime démocratique sain et vivace, de générer une croissance économique à tout le moins égale et bien souvent supérieure à celle des autres pays industrialisés, de mieux redistribuer les revenus entre

Souplesse et adaptation, vertus du fédéralisme canadien

les individus, de mieux partager la richesse entre les régions, d'ancrer plus solidement les libertés individuelles, de protéger, promouvoir et épanouir la langue et la culture françaises et, peut-être pardessus tout, de faire en sorte que des gens de langues, de religions, de cultures et d'origines ethniques différentes puissent cohabiter pacifiquement dans le respect d'autrui.

Bien peu de pays peuvent se targuer d'avoir une aussi belle feuille de route que la nôtre, à tel point que le Canada, et le Québec, se présente aujourd'hui, à la face du monde, comme l'une des sociétés les plus riches économiquement, les plus justes socialement et les plus tolérantes humainement.

Sans doute aurait-il été possible de concevoir un mode d'organisation différent, qui aurait pu engendrer les mêmes résultats. Mais le fait est que c'est à l'intérieur du régime fédéral canadien, conçu il y a maintenant 128 ans par des gens animés d'un esprit de compromis, que nous avons pu créer ce pays.

De ce point de vue, on ne peut faire autrement que de conclure que le Canada, et avec lui le Québec, constitue, en bonne partie grâce au régime fédéral, une histoire à succès. Ce n'est donc pas sans raison que le Canada représente un modèle pour bien des peuples à la recherche d'un mode d'organisation de leur propre société. On comprendra dans ce contexte que je ne vois aucune raison de briser un régime qui, somme toute, nous a bien servis.

UN FÉDÉRALISME EN ÉVOLUTION CONSTANTE

Une fois admises les vertus du régime fédéral, doit-on conclure que celui-ci est voué à la stagnation éternelle, à l'immobilisme, à l'inertie, au « statu quo », pour reprendre une expression d'actualité, et qu'il aurait atteint une

quelconque phase de son développement d'où il ne pourrait s'extirper et qui l'empêcherait de s'adapter aux besoins de notre société?

Bien sûr que non. Car s'il y a une vertu au régime fédéral canadien, c'est bien sa souplesse et sa capacité d'adaptation.

L'avantage peut-être le plus significatif du régime fédéral est qu'il offre un forum où des gens de langues et de cultures différentes, provenant de régions diverses et aux horizons politiques variés, peuvent, en toute liberté et dans un esprit de compromis, discuter et régler leurs différends dans le respect mutuel.

Puisque, dans le monde d'interdépendance qui est le nôtre, nous sommes voués à discuter et à nous enten-

dre avec nos voisins, pourquoi ne pas le faire à l'intérieur d'un cadre éminemment démocratique qui offre un climat de collaboration et de partage plutôt que de confrontation?

En outre, dans un régime fédéral, l'appartenance ethnique ne constitue pas une valeur en soi, qui primerait sur les autres et viendrait teinter nos rapports politiques avec les autres peuples, mais une caractéristique qui vient enrichir l'ensemble de la société.

Les politiques budgétaires et fiscales, où s'harmonisent les politiques économiques, où s'établissent les normes en matière sociale et environnementale et où se négocient les ententes commerciales.

L'internationalisation s'accompagne aussi d'un mouvement de décentralisation des décisions économiques. Dans les économies modernes, l'efficacité économique passe donc par une dévolution de pouvoirs au profit des centres de décision les plus près des citoyens.

Or, au Canada, les gouvernements provinciaux sont les mieux placés pour gérer les programmes susceptibles de favoriser aujourd'hui la compétitivité, comme l'éducation, la formation, la

santé et l'adaptation aux nouvelles technologies, puisqu'ils sont les plus près des citoyens et des entreprises.

Et c'est à eux aussi que les Pères de la Confédération ont sagement attribué les responsabilités constitutionnelles en ces matières. Il faudrait donc laisser les provinces agir aussi librement que possible dans ces domaines de compétence, sujet au respect des ententes d'harmonisation, sans empiètement de deux ordres de gouvernement.

Le Canada, un modèle pour bien des peuples

Enfin, le changement probablement le plus important à apporter à notre régime touche la protection de la langue et de la culture françaises. En effet, pour que le Québec se sente parfaitement à l'aise au sein de la fédération canadienne, les Canadiens doivent comprendre que les francophones du Québec n'accepteront jamais que le sort de leur identité dépende de qui que ce soit d'autres que d'eux-mêmes. Cette assurance ne sera obtenue que par une reconnaissance, constitutionnelle ou de facto, du caractère distinct du Québec.

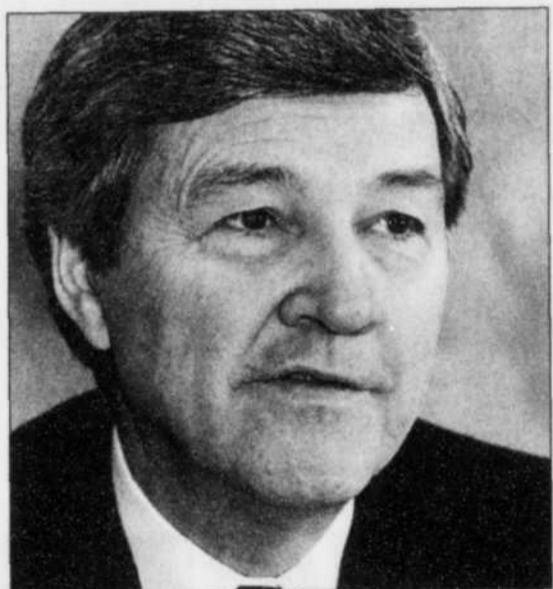
CONCLUSION

En réfléchissant ainsi aux pays et aux régions du monde qui ont choisi le fédéralisme comme mode d'organisation de leurs sociétés, je ne peux m'empêcher de penser qu'il serait malheureux, pour ne pas dire qu'il serait un malheur, de voir l'expérience canadienne échouer.

S'il fallait que nous démontrions aux nations du monde qu'il n'est pas possible pour des gens de langues et de cultures différentes de cohabiter harmonieusement au sein d'un même pays, qu'en serait-il de l'avenir de notre planète qui cherche une façon de faire cohabiter des centaines de nations aux langues et aux cultures différentes?

En ce sens, le Canada est un microcosme de notre planète. Faisons en sorte que l'esprit de tolérance l'emporte sur celui de la division. Ce n'est pas dramatiser que de dire que le monde nous regarde.

Finalement, au cours de cette campagne référendaire, malgré que bien des exagérations ont été véhiculées de part et d'autre, il y a une chose dont je demeure absolument convaincu: on ne peut pas briser un pays sans qu'il y ait de conséquences pour la population.



Raymond Garneau

LE SOLEIL - JEAN VALLIÈRES

dre avec nos voisins, pourquoi ne pas le faire à l'intérieur d'un cadre éminemment démocratique qui offre un climat de collaboration et de partage plutôt que de confrontation?

En outre, dans un régime fédéral, l'appartenance ethnique ne constitue pas une valeur en soi, qui primerait sur les autres et viendrait teinter nos rapports politiques avec les autres peuples, mais une caractéristique qui vient enrichir l'ensemble de la société.

LES DÉFIS DU FÉDÉRALISME

Dans quelle direction le fédéralisme canadien doit-il évoluer pour relever avec succès les défis des temps modernes? On sait que nos sociétés traversent actuellement une période de

CARREFOUR DES LECTEURS

Au peuple qui m'a vu naître

Je trouve stupide que des gens ne soient pas en accord simplement parce qu'à la base, notre langue, n'est pas la même. C'est de l'intolérance; c'est une forme de racisme.

Depuis nos tout débuts, il y a eu des mésententes. Personnellement, j'adore les deux langues officielles de mon pays. J'aimerais que tous les gens s'entendent et qu'on en vienne à former un seul et même État, où tous seraient égaux. Mais, le malaise vient de loin. Chaque habitant de notre pays, d'après sa langue maternelle et sa situation géographique, a appris à vivre selon une culture qui lui est propre. Anglophones et francophones n'ont pas et n'ont jamais eu la même vision des choses. C'est dommage.

Il faudrait pourtant un trop grand nombre d'années pour en arriver à ce que nous puissions tous penser de la même manière. Cependant, à ce moment-là, serions-nous encore les dignes représentants d'une langue qui déjà, peu à peu, disparaît? La loi de la majorité aura toujours raison des plus petits, qu'on le veuille ou non.

S'il ne m'est pas possible de vivre en harmonie avec mes voisins, je préfère les quitter. Sans guerre. La tête haute. Le coeur rayonnant. Plein de rêves pour l'avenir. Ce ne sera pas à un

frère ennemi que je dirai au revoir, mais plutôt à une partie de ma vie qui perd peu à peu sa raison d'être. C'est un grand détachement à faire, même s'il restera toujours un certain vide au coeur.

Ce ne sera pas en pleurant sur mon passé que je ferai le grand saut, mais en jetant un regard plein d'espoir vers l'avenir. Vers de nouveaux rêves, de nouveaux horizons à découvrir. Je suis conscient de l'importance du choix qui s'offre à moi, et c'est un choix qui peut paraître difficile. Mais, il faut être prêt à vivre un certain déchirement si on désire être mieux avec soi-même.

Oui, je suivrai mon coeur. Je quitterai ce pays que j'ai bâti au fil des ans s'il ne m'attend plus. Car si je ne peux vivre avec la certitude d'être respectée dans tout mon être, s'il m'est impossible de croire que jusqu'à la fin du monde on me permettra non seulement de conserver ma langue, mais aussi ma culture et mon indépendance, alors je préfère faire un grand pas vers l'avant.

Couper les ponts et m'assurer un avenir avec des gens qui me ressemblent. Vivre dans un milieu où tous seront acceptés, sans discrimination de langue, de couleur, d'ethnie et de religion. Me rapprocher davantage de mon idéal. Dans un pays qui me ressemble. Notre pays. Celui que nous aurons construit par nous-mêmes.

Nous avons une vie à bâtir. Il est temps de montrer à ceux qui nous entourent qui nous sommes réellement. Pour ce faire, il nous faut agir maintenant. Après quoi il sera trop tard pour revenir en arrière. Trop tard pour avoir des regrets. Trop tard pour se dire que la porte d'entrée pour l'avenir ne commençait que par un seul mot: oui...

Peut-être la réponse est-elle prévisible. Peut-être sera-t-elle différente de celle qui représente mes espoirs. Ainsi, si tel est le cas, je pourrai au moins me dire que j'aurai agi comme mon coeur me l'inspirait. Et j'en serai fière.

Julie Aubé
Charny

Questions sans réponses

(Lettre à M. Jacques Parizeau, premier ministre)

À ce stade-ci de la cause souverainiste, les stratégies changent. L'argent coule dans la rivière des mots. M. Lucien Bouchard tend sa perche... Pour ne pas se faire dire, après le 30 octobre: «C'est vous qui l'avez votée, la souveraineté, vous n'avez rien à dire». Nous aimerions avoir réponses à des questions essentielles.

— Comment seront dépensés les 29 milliards \$ récupérés des impôts fédéraux? Comment rembourser notre part de la dette fédérale, environ

120 milliards \$, sans hypothéquer le développement économique et l'avenir de nos enfants?

— Continuera-t-on à prélever 800 \$/mois sur le chèque du travailleur moyen?

— Les abris fiscaux seront-ils maintenus pour les haut salariés, seulement?

— Les chômeurs attendront-ils six semaines pour toucher leur premier chèque?

— La culture française: la racine des mots (latin et grec) sera-t-elle toujours réservée à la minorité?

— Le système scolaire sera-t-il adapté aux réalités socio-économiques?

— Récupérera-t-on les ressources humaines parmi les exclus du système, sans les faire passer d'un programme à un autre, qui n'ont que 530 \$/mois pour remplir leurs obligations?

— Certains jeunes devront-ils continuer à voler et à passer la drogue pour un «boss» qui empêche l'argent sur leur dos?

Nous sommes trop habitués aux mots criards des leaders qui n'ont jamais, depuis plus de 30 ans, fait autre chose que de jouer au ping-pong constitutionnel et nous garder dans l'ignorance sur notre avenir et nos droits.

Si vous ne pouvez révéler le contenu de votre plan d'action du lendemain souverainiste et nous signer des promesses pour un mieux être collectif, je voterai NON.

Suzanne Cazes
Saint-Patrice-de-Beaurivage

En plus de ne pas ressembler aux autres concessionnaires,

Ste-Foy Saturn

vous offre une voiture tout à fait différente

pour **219\$ /mois.**



Saturn 1996

* Méthodes de paiement sur une Saturn 1996 et catalyseur sur un bail de 36 mois comprenant transport (800\$). Non inclus: assurance, assurance et taxes. À la signature du contrat, versement initial de 1714\$. Offre de garantie remboursable de 3000\$ et paiement des taxes (provinciales, fédérales) de 16 mois. Échangeur automatique de 22 000 km. Chaque véhicule est équipé de 1000 km de crédit. 12 000\$ de crédit. Si vous voulez acheter la voiture au bout de 36 mois, prix d'achat 7771\$. Voyez votre concessionnaire pour un plan de location qui tient compte du versement initial et des mensualités, conformément à votre budget. Les 36 mois peuvent être un peu plus longs.

Les panneaux de polymère évitent bosses et éraflures • Suspension sport accordée pour conduite précise • Les feux de circulation de jour vous rendent plus visible • Berlines et familiales conformes aux normes fédérales sur les chocs latéraux, avec un an d'avance • Achetez sans arrière-pensée avec la garantie de remboursement de trente jours...

À partir de **12 998\$** ou **219\$/mois***

Sainte-Foy
SATURN SAAB ISUZU

3330, rue Watt, angle Duplessis et Charest
Sortie Blaise-Pascal (voisin du Club Price)

653-1312

CROATIE

Menaces prises au sérieux

La Croatie «prend très au sérieux» la revendication par l'organisation intégriste égyptienne, la Jamaa Islamiya, d'un attentat ayant fait un mort et 29 blessés vendredi en Croatie et ses menaces d'en commettre d'autres, a-t-on appris hier auprès de l'ambassade de Croatie au Caire. L'organisation intégriste, qui accuse Zagreb de détenir son porte-parole Talaat Fouad Qassem depuis le 12 septembre, avait menacé de commettre d'autres attentats contre des intérêts croates dans le pays ou à l'étranger tant que son dirigeant ne serait pas libéré. (AFP)

CÔTE D'IVOIRE

Bédié en tête

Le président sortant, Henri Konan Bédié, arrive largement en tête de l'élection présidentielle ivoirienne sur la base de résultats partiels, a annoncé hier soir à Abidjan le

ministre de l'Intérieur, M. Émile Constant Bombet. Selon le ministre, le taux de participation à l'élection présidentielle d'hier se situe aux environs de 62%. Selon certaines sources, des incidents auraient fait deux morts. (AFP)

ARABIE SAOUDITE

Criminel identifié

Les autorités saoudiennes auraient identifié l'auteur de l'attentat à la bombe qui a fait sept morts et une centaine de blessés vendredi dans une mosquée de la région de Bichah, a-t-on appris samedi de sources proches du gouverneur local. Trente-six des blessés étaient toujours hospitalisés samedi. Les morts sont quatre Saoudiens, deux Indiens et un Égyptien. «Le criminel est originaire de Bichah», ont précisé les autorités. Selon elles, il s'agit d'un Saoudien du nom de Abdoullah Ibn Moahammad Ibn Sa'ad al Amri. Il serait âgé d'une cinquantaine d'années. Il est activement recherché. Toujours de même source, on précise que l'auteur présumé de l'attentat était en conflit à propos de terres avec des personnes présentes dans la mosquée. (Reuter)

INDE

La santé des otages

Les quatre otages occidentaux, détenus par un groupe séparatiste musulman, paraissent fatigués mais apparemment en bonne santé à l'exception de l'Américain Donald Hutchings qui boitait, souffrant du pied, ont déclaré à l'AFP des villageois qui les ont vus il y a une semaine. Selon les habitants de Ladru, à 90 km au sud de Srinagar, où les otages et leurs ravisseurs du groupe Al-Faran ont été aperçus, les Britanniques Paul Wells et Keith Mangan et l'Allemand Dirk Hasert semblaient en bonne santé mais l'Américain avait le pied gauche bandé. L'armée a déclenché une opération de recherche à Ladru et dans les villages environnants et au moins trois suspects ont été interrogés, selon des sources militaires. Le groupe Al Faran a enlevé le 4 juillet les Britanniques Paul Wells et Keith Mangan ainsi que l'Américain Donald Hutchings. Quatre jours plus tard, il capturait un touriste allemand, Dirk Hasert, ainsi qu'un Norvégien, Hans-Christian Ostro, dont le corps décapité a été retrouvé en août. Les ravisseurs réclament la libération de 15 séparatistes. (AFP)



JAPON

Maintien de troupes

Les États-Unis veulent maintenir leurs forces militaires sur l'île japonaise d'Okinawa, malgré les manifestations de mécontentement que cette présence suscite au Japon, a annoncé hier à Washington le secrétaire américain à la Défense, William Perry. Environ 60000 personnes ont manifesté samedi (photo) à Okinawa pour réclamer le retrait des troupes américaines. Les habitants de l'île se sont mobilisés après le viol le mois dernier d'une adolescente de 12 ans, dont un soldat américain est soupçonné d'être l'auteur. (AFP)

PORTUGAL

Un avion explose

Un avion Transal de l'armée allemande a explosé et s'est abîmé en mer peu après son décollage des Açores hier, entraînant probablement la mort de ses sept occupants, a annoncé la marine portugaise. L'agence portugaise Lusa avait auparavant rapporté que neuf personnes se trouvaient à bord. L'appareil a explosé peu après le décollage et il n'y a probablement aucun survivant, a précisé un porte-parole de la marine. Un seul cadavre a été retrouvé. L'appareil effectuait un vol de routine entre l'Allemagne et le Canada et s'était posé aux Açores pour faire le plein. (AFP)

NICARAGUA

Femmes au pouvoir

Julia Mena, 45 ans, a été désignée hier à la vice-présidence de la République par le parlement du Nicaragua, où une autre femme, Violeta Chamorro, assume la présidence depuis 1990. Mme Mena remplace Virgilio Godoy. (AFP)

SEARS

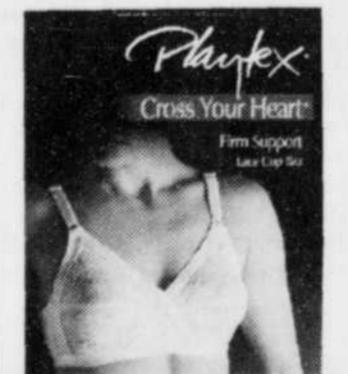
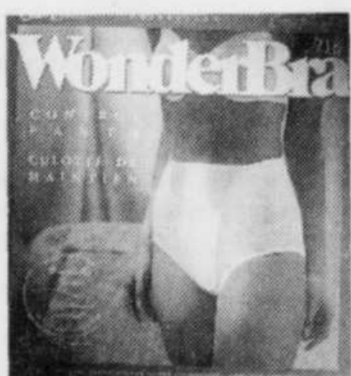
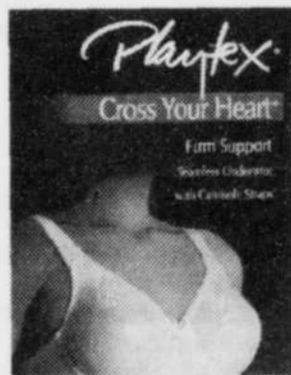
Attendez-vous à plus

ACHETEZ PLUS,
ÉCONOMISEZ PLUS!

SOUTIENS-GORGE ET SOUS-VÊTEMENTS DE MAINTIEN
WONDERBRA^{MD}, PLAYTEX^{MD} ET DAISYFRESH^{MD}

RABAIS 40% * À L'ACHAT DE 3
RABAIS 30% * À L'ACHAT DE 2
RABAIS 20% * À L'ACHAT DE 1

* Rabais basé sur prix Sears ord. à l'unité



Venez rencontrer nos conseillères professionnelles...appelez-nous pour tous les détails.
Prix en vigueur jusqu'au dimanche 29 octobre 1995, dans la limite des stocks disponibles

SEARS
Attendez-vous à plus

Copyright 1995, Sears Canada Inc.

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, Pointe-Claire: 694-8815, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Deux-Montagnes: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Victoriaville-Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, Rouyn-Noranda: 797-2321, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444, St-Georges de Beauce: 228-2222. Copyright Canada, 1995, Sears Canada Inc.

Tous les articles de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.